

supplément No 2 pour la BELGIQUE au journal :

le prolétaire

bimensuel

parti communiste international (programme communiste)

A nouveau l'alternative : guerre ou révolution

DANS CE NUMERO

La situation en Belgique.

Le 60^e anniversaire de la Révolution Russe.

Notes internationales.

Notes syndicales.

Sur la naissance du Parti Communiste Belge.

Critique de "Pour le Socialisme".

le terrorisme

Ce que combat la bourgeoisie dans
la chasse aux terroristes, c'est
le spectre du retour de la lutte
prolétarienne internationale !

Les philistins de la L.R.T. et
d'"Internationalisme" face au
terrorisme.

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI: La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921); la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du «socialisme dans un seul pays» et la contre-révolution stalinienne; le refus des Front populaires et des blocs de la Résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

LE NUMERO :
20F

A l'époque où la grande affaire de la reconstruction d'une bonne partie de la planète, mais surtout de l'Europe, et le contrôle y compris militaire de la classe ouvrière appelée à reconstruire avec sa sueur, dans le calme et dans l'ordre, ce qu'on lui avait fait détruire avec son sang, permettaient au capital de rouvrir sur une échelle gigantesque le cycle de son accumulation élargie, il avait pu sembler que le mythe de ce qu'on appelait sur le plan économique compétition pacifique, sur le plan diplomatique solution négociée des conflits et non-ingérence dans les affaires des autres pays, sur le plan militaire équilibre de la terreur, avait au moins une apparence de vérité.

Selon ce mythe, répandu à la fois par les bourgeois et les opportunistes, les différences entre les états et entre les puissances seraient destinées, sinon à disparaître, du moins à s'atténuer peu à peu; sans s'évanouir totalement, les conflits ne se transformeraient pas en antagonismes violents. Dans la légende du marché auquel tous accèdent dans des conditions plus ou moins égales, le petit ne cesse pas d'être petit, mais trouve sa place légitime tout près du grand, et à la longue, sinon dans l'immédiat, les déséquilibres se compensent dans une juste et bénéfique moyenne : de même la "communauté des nations" serait destinée à évoluer dans le sens d'une harmonie progressive, et dans ce cadre, la division en blocs, par ailleurs non rigides, reproduirait sur un autre plan la division internationale du travail, elle aussi bénéfique et providentielle.

Aux frictions de la guerre froide avait succédé la détente : le condominium russo-américain sanctionné à Yalta et à Potsdam confirmait bien le principe selon lequel, s'il est vrai que tous les états sont égaux, certains (deux pratiquement) sont plus égaux que les autres; mais sous leur protection, ces autres états retrouvaient peu à peu de la vigueur, d'autres naissaient à la périphérie du "monde civilisé" sans que l'ordre mondial en soit gravement bouleversé. Et si des guerres éclataient - et il y en a eu, en trente ans ! - elles restaient localisées à la périphérie du monde qui "compte", et surtout, elles ne se fondaient pas dans un unique incendie des peuples anciennement colonisés contre l'impérialisme, incendie que les deux partenaires, le russe et l'américain, étaient également intéressés à éviter et qu'ils s'évertuaient chacun dans sa sphère d'influence, indépendante et souveraine, à éteindre par les moyens techniques et les ressources politiques, financières ou militaires les plus efficaces.

Bien qu'aucun traité de paix formel n'ait conclu le deuxième carnage impérialiste, la planète vivait (croyait vivre et progresser) dans le cadre d'une entente analogue au traité de Vienne et à la Sainte alliance d'il y a un siècle et demi : ce n'est pas un hasard si Kissinger passait pour un second Metternich, et si sa "stratégie des petits pas" était destinée à colmater les brèches ouvertes dans l'édifice statique d'une paix de fait, jamais à en perturber l'équilibre.

La réalité profonde était que derrière le voile de la prospérité croissante mûrissait les causes irrépressibles de son effondrement : les "équilibres" de l'expansion économiques et du commerce pacifique ont volé en éclats; les équilibres politiques et diplomatiques entre les états ont commencé à s'altérer - et tout prouve qu'ils tendent de plus en plus à se rompre - alors que le spectre d'une crise sociale se fait de plus en plus menaçant. On assiste ainsi à des réalignements confus de forces, qui préludent eux-mêmes à de violents séismes. On assiste surtout à un déplacement graduel de leur épiceutre (qui suit d'ailleurs la courbe de la crise économique) de la périphérie au cœur du monde capitaliste, l'Europe, ou mieux l'EuraAmérique, - et donc à la remise en cause du système de poids et contrepoids sur lequel reposait la coexistence pacifique, le développement des échanges "égaux" et "mutuellement avantageux", la reconnaissance de la souveraineté des deux super-grands dans leurs "empires" respectifs, et l'équilibre de la terreur. La stratégie fondamentalement statique des petits pas a rapidement perdu sa raison d'être : l'heure est aux grands pas dynamiques sur une voie qui mène - à terme, sans doute - à l'affrontement. Disons le tout net : ce qui est en train de mûrir, ce sont les conditions de la seule véritable solution capitaliste à la crise, la guerre générale.

Comme d'habitude, ce qui saute tout de suite aux yeux ce n'est pas le noyau central de la réalité, mais son enveloppe extérieure. C'est la compétition entre les différentes puissances qui se disputent des tranches de marché ou qui cherchent à s'arracher mutuellement des réserves de matières premières en Afrique ou au Moyen Orient. Ce sont les velléités tant de l'Europe dans son ensemble que des principaux états européens (dans des proportions différentes en fonction de leur poids économique et financier) de "ne compter que sur eux-mêmes". Ce sont les conflits qui renaissent continuellement entre pays "en voie de développement" écrasés par le poids énorme de ce développement forcé, et oscillant toujours plus entre les différentes puissances impérialistes, à la fois détestées et courtisées, dont on ne voudrait pas chez soi, et pourtant indispensables pour la fourniture d'armes et de capitaux. C'est l'apparition de la Chine en tant que grande puissance émergeant des cendres des mille illusions "socialistes" répandues parmi ses prolétaires et ses paysans. C'est l'incendie jamais éteint du Proche Orient.

Tout ceci est tragiquement vrai. Comme il est vrai que dans chaque pays pris dans la spirale de la crise, la concurrence entre unités de production se développe avec des méthodes qui ne sont plus celles de la simple "compétition", mais celle de la guerre ouverte, ce qui vaut aussi pour la concurrence entre pays, qu'ils soient "alliés" ou non. Mais de même que derrière ces crises périphériques domine la crise mondiale, de même derrière ce paysage toujours plus éclairé de lucurs d'incendie (pauvre paix démocratique, sublime récompense de la guerre "antifasciste", qu'es-tu devenue !) couve une lutte à couteaux tirés, une lutte politique et militaire, non plus locale mais nécessairement planétaire, ayant pour protagonistes les russes et les américains et pour théâtre principal l'Europe. Il ne faut pas se laisser abuser par les velléités cycliques d'indépendance de tel ou tel pays capitaliste avancé, ou de telle ou telle force politique intérieure : plus que jamais, en dépit des apparences, ce sont les Etats Unis qui mènent le jeu. Même s'il n'est pas un de leurs concurrents actuels ou potentiels qui en supporte le joug sans irritation, tous subissent, plus ou moins, sa loi, qui n'est autre que celle du dollar.

Ainsi, l'Allemagne et le Japon savent-ils qu'ils sont nécessairement non pas deux locomotives au côté d'une troisième, mais les deux noteurs supplémentaires et auxiliaires d'une seule locomotive, les USA : ils renâclent chaque fois que ceux-ci exigent d'eux le service dû aux conditions dûes, mais à la fin ils se soumettent, conscients qu'ils sont de ne pas avoir d'autre choix. De même, sur un autre plan, l'héritage velléitairement chauvin du gaullisme peut bien être repris par le PCF, mais le cours de celui-ci mène de façon irrésistible à Wall-Street, tout autant même si c'est sous d'autres formes, que celui de Giscard ou de Mitterrand. Pareillement - sans même avoir ce bout de drapeau à agiter - le navire de Berlinguer ou de Carrillo, dans la mesure où il sert les intérêts nationaux italiens ou espagnols, dirige sa proue vers le même port qu'Andreotti ou Suarez, c'est à dire Washington.

L'Eurocommunisme d'une part, les rappels à l'ordre de Moscou, désespérés autant que vains et contradictoires, d'autre part; la poussée des pays de l'Europe de l'Est qui cherchent à déplacer vers l'Ouest l'axe de leur recherche de capitaux et de leurs échanges commerciaux à un pôle, les coups de freins inquiets du Krenlin à l'autre pôle; les oscillations du tiers monde et les brusques renversements de fronts des pays islamiques dans la quête anxieuse de fournisseurs d'aides; les parties de ping-pong alternant avec les défenestrations de héros et des réhabilitations de reprouvés en Chine, les va-et-vient en tous sens de grands commis à la recherche de nouveaux pions, volontaires ou réticents, pour leur propre jeu : ce ne sont que des aspects changeants et locaux d'une polarisation constante et générale de forces non seulement économiques, mais politiques et militaires sur le fond d'un conflit qui mûrit progressivement et dans lequel c'est le coeur de l'impérialisme, l'Amérique, qui conduit aujourd'hui l'offensive, tandis que l'URSS, militairement forte mais relativement faible sur le plan économique, la subit, puissance non pas centralisatrice mais tendanciellement encerclée.

X

X X

Il s'agit bien entendu non pas d'un fait acquis, mais d'un processus qui n'a rien de linéaire et dont le déroulement n'exclut pas que s'ouvrent des failles là où, dans l'état actuel des choses, semble subsister un front compact. Mais son développement (comme nous l'avions prévu il y a trente ans, en pleine orgie mondiale de démocratie, de paix et de début de boom économique) se reflète, en attendant, dans la course accé-

~~lérée aux armements - de préférence et ce n'est pas un hasard, conventionnels - dans~~
l'expansion vertigineuse de l'industrie et du commerce des armes, dans l'hypertrophie
croissante des appareils d'état et de leurs dispositifs policiers, bref dans l'osmose
entre démocratie et fascisme - ce que nous appelons la "démocratie blindée" - qu'ali-
mentent d'autre part chaque jour davantage le cauchemar des tensions sociales provoquées
par la crise et même la thérapie inquiète adoptée partout pour en sortir, avec la com-
plicité dans tous les cas de l'opportunisme, instrument nécessaire de ce processus.

"Ne nous obligez pas à devenir un état policier" a imploré cette bonne âme de
Willy Brandt après le dernier attentat de la fraction Armée Rouge, avalisant ainsi la
thèse archi-mensongère selon laquelle l'agneau de la démocratie serait obligé de se
transformer en loup du fait des explosions de terrorisme individuel, contre sa nature
et la mort dans l'âme. La vérité, messieurs les apôtres et les défenseurs de l'ordre
établi, est que l'état ultra-démocratique et policier (ou, ce qui est la même chose -
l'état de "droit") n'a pas eu besoin pour naître qu'une bande lui force la main. Au
contraire, le terrorisme individuel et l'idéologie du "geste exemplaire" qui le
sous-tend sont la réaction désespérée à l'omniprésence obsédante, tentaculaire, nar-
telante de l'état-gendarme (comme à tous les phénomènes pathologiques d'une société
en décomposition dont le "nouveau Leviathan" n'est qu'une des manifestations). Cet état
gendarme est si peu particulier à tel ou tel pays et à telle ou telle époque, qu'il
est né après que les grands vainqueurs ultra-démocratiques de la seconde guerre mondiale
eurent soumis à l'occupation (ou à la présence) permanente d'armées remplissant des
tâches ouvertes de police les points chauds de leurs lignes de contact. Et ses rigueurs
ne sont que le prolongement des techniques de repression des "contestataires" sorties
des laboratoires expérimentaux de Sing-Sing ou d'Alcatraz, à l'Ouest, et de Lubianka,
à l'est, et léguées aux pays "libérés" autant qu'aux "libérateurs" de deuxième rang.

Et l'ironie tragique - mais c'est loin d'être une nouveauté dans l'histoire
(l'Amérique a déjà fait le coup deux fois) - c'est que les premiers signes de la
croisade "libératrice" dont les accents hypocrites accompagnent la préparation matériel-
le de l'affrontement armé, voient le drapeau de la liberté, des droits de l'homme, du
pluralisme, de l'anti-dictature planté sur les tours du pénitencier international bâ-
ti par le capitalisme en conclusion d'un massacre "rédempteur" jusqu'ici inégalé par
son étendue et sa férocité, le plus grand pénitencier jamais bâti durant sa sinistre
existence, les Etats Unis.

C'est pourquoi dans le drame du chômage et du sous-emploi, du salaire réduit au
minimum, du despotisme de fabrique poussé au paroxysme, les prolétaires doivent appren-
dre à voir avec un regard non obscurci par les funées de la démagogie, l'autre face -
et qui n'est pas la face la plus brutale - d'un cours historique orienté non seulement
vers l'imposition de sacrifices encore plus lourds dans leurs conditions de vie et de
travail, mais vers un nouvel appel à verser leur sang - "pour leur bien", naturellement,
de même que c'est pour "leur bien" que l'on demande aux exploités de se laisser exploi-
ter encore plus dans les usines et dans les champs. Les prolétaires doivent reconnaî-
tre que, aussi bien contre l'une que contre l'autre de ces deux perspectives, ils n'ont
en main qu'une seule arme, mais une arme imbattable, et qui va à l'encontre de toute
croisade pour la liberté, l'indépendance nationale, la civilisation qu'il faudrait
défendre de pair avec les frontières nationales. Cette arme, c'est la lutte intransigean-
te de classe, la solidarité entre tous les exploités par dessus toutes les frontières
d'entreprises et d'états, le défaitisme révolutionnaire vis à vis de l'économie na-
tionale en temps de paix, de patrie en temps de guerre, la violence de classe organisée
et, demain, la dictature rouge.

SITUATION EN BELGIQUE.

Les atterrissements du gouvernement Tindemans I étant enterrés, la bourgeoisie belge peut-elle se réjouir de l'action de la nouvelle coalition gouvernementale ?

Celle-ci s'efforce en tous cas de lui donner satisfaction sur tous les plans et les ministres "socialistes" en premier. Il est vrai que la persistance de la crise économique ainsi que les symptômes d'un mécontentement de plus en plus grand des travailleurs rendaient cette coalition préférable. D'un point de vue bourgeois, il fallait en finir avec le laxisme gouvernemental et les hésitations pour s'atteler aux besoins du moment : s'attaquer encore plus directement aux "coûts de la production", c'est à dire aux salaires, tout en mettant en place un véritable plan d'organisation du chômage. La bourgeoisie prive des dizaines de milliers de travailleurs de leur emploi mais elle tient aussi à éviter tous les risques d'explosions qui résulteraient de cette situation. Les derniers chiffres (au 15 Novembre 286.362 chômeurs soit 7,1 % de la population active et bientôt 10 % des assurés sociaux) l'inquiètent au plus haut point. Pour la "Libre Belgique" du 8.9.77 : "la première notation à en tirer est que si le chômage est devenu le plus gros risque, il est nécessaire d'accorder moins d'importance aux autres qui sont plus petits..."

Notre ministre "socialiste" du travail, Guy Spitaels, mène la "lutte contre le chômage" en reprenant et renforçant les mesures du précédent gouvernement :

- augmentation du nombre des stagiaires
- augmentation du nombre des chômeurs employés par les pouvoirs publics
- mise en pré-pensions.

Le tout agrémenté de discours sur la "revalorisation du travail manuel" .. des emplois dont on chasse les travailleurs immigrés mais que les ouvriers belges boude encore. Avec ces mesures qui se traduiront en réalité par des attaques bien réelles contre les conditions de vie de la classe ouvrière, la bourgeoisie compte ramener à 220.000 le nombre des chômeurs, mais cela reste une hypothèse dont l'"ECHO de la Bourse" du 6.9.77, souligne lui-même le caractère peu réaliste : "cette tendance (de la baisse des investissements) se poursuivrait jusqu'en 1978 puisque 70 % des entreprises interrogées prévoient une baisse de 10 % de leurs investissements par rapport à 1977".

Or "baisse des investissements" signifie pour la classe ouvrière : licenciements. Quant à la question de savoir si la réduction du temps de travail à 36 heures résorberait le chômage, Mr Spitaels - qui pourtant avant d'être ministre avait approuvé le principe des 36 heures - émet de sérieuses réserves : "Il faut tenir compte - dit-il - du fait que selon certaines études, le premier résultat d'une réduction du temps de travail n'est autre qu'un accroissement de la productivité. Une diminution de 2 heures serait absorbable sans embauche nouvelle".

Ce n'est pas nous qui contrediront sur ce point ce ministre "socialiste" qui ne peut concevoir la réduction du temps de travail que du point de vue bourgeois, c'est à dire comme une mesure visant à lâcher du lest en vue d'obtenir pour demain une journée de travail tout aussi longue mais bien plus productive. Si les prolétaires, eux, inscrivent les 36 heures dans leurs luttes c'est avant tout pour alléger le fardeau de leur exploitation quotidienne. Les travailleurs d'avant garde font leur cette revendication classiste de la lutte prolétarienne : "réduction draconienne de la journée de travail" dont la nécessité se fait cruellement sentir dans les bagnes capitalistes, tout en disant qu'il faudra la plus haute lutte de classe pour l'obtenir et la révolution prolétarienne ainsi que la dictature de classe pour la rendre définitive.

Mais depuis son arrivée au gouvernement le P. S. B. a mis en sourdine la question de la réduction de la journée de travail, qu'il n'avait d'ailleurs conçue que comme un discours démagogique en direction des prolétaires, et ceci ne plait pas tellement à la FGTB et aux socialistes (notamment wallons) liés à ce syndicat (qui en fait son cheval de bataille pour 1980). Il faut dire que ces socialistes wallons s'impatientent, le problème de la régionalisation n'est toujours pas réglé, c'est à dire qu'il n'y a toujours pas de solutions pour l'économie wallonne (notamment le bassin de Charleroi). En fait leur inquiétude vient surtout de la crainte d'être débordés par les travailleurs, comme le souligne André Bandson, président des

fédérations socialistes wallones dans un éditorial du "Peuple" :

".. chacun en conviendra, il nous sera difficile de contenir longtemps encore la patience des travailleurs ... c'est toujours oui (pour l'action du gouvernement) mais pas pour n'importe quoi, ni pour n'importe quand."

Or l'équilibre du gouvernement actuel dépend beaucoup des rapports entre PSB et FGTE, entre autre. C'est ce qui fait dire à Tindemans (Libre Belgique du 30.10) :
"... Si dans notre économie de concertation, les syndicats ne peuvent aboutir avec le gouvernement aux mesures nécessaires actuellement et qui ne portent pas atteinte à notre dynamisme futur, il ne sert à rien d'avoir formé un gouvernement à large majorité avec de puissants amis". (souligné par nous)

La question communautaire a été "régulée" par ce gouvernement avec le pacte Egmont, signé par tous les partis officiels. En même temps l'ensemble des moyens d'information et toute la propagande de ces partis en faisait un problème "insoluble" afin de détourner précisément l'attention des ouvriers. Ce fut la réelle utilité du pacte, une utilité politique pour la bourgeoisie car il s'agit bien entendu d'un ensemble de dispositions nébuleuses et floues, qu'il faudrait traduire et interpréter en toutes légales. Etape qui laisse tout le loisir aux signataires de les remettre en cause et de reparler du "démon communautaire" si besoin est ! Surtout pour régionaliser le prolétariat et ses luttes. C'est une manoeuvre à laquelle la bourgeoisie belge a recours dès que ces dernières se font menaçantes ou même lorsqu'elles n'ont pas encore éclaté mais paraissent probables.

Sur le plan économique-social, il est vrai qu'il y a des différences sensibles entre les régions :

- de 1972 à 1976 la Wallonie a perdu 37.500 emplois industriels soit 10% de son volume d'emplois; tandis que la Flandre en a perdu 26.900 soit 4% seulement de son volume d'emplois (Echo de la bourse du 27.6.77).

- Et les investissements étrangers dans de nouvelles usines, qui d'ailleurs ont bénéficié des dispositions de la loi d'expansion, se répartissent comme suit :

En Wallonie: 29,6% En Flandre 69,6%.

Ainsi va le Capital, il suit le chemin le plus rentable; et si l'Etat à son service essaye de maintenir un certain équilibre et donc s'intéresse au "sauvetage de la Wallonie", il soumet cette aide à une rentabilité ultérieure. C'est ainsi que le socialiste Claes, parlant de la sidérurgie wallonne, la plus touchée par la crise, déclare : "Sauver la sidérurgie, d'accord, mais une sidérurgie rentable !". Tandis que Mr Simonet, autre ministre "socialiste", faisant les louanges du dynamisme des entreprises privées, estime que l'imixtion des pouvoirs publics dans l'activité productive risque de conduire l'économie à la paralysie. Ce qui le met en opposition avec les métallurgistes FGTE du bassin de Charleroi qui réclament entre autre la nationalisation du secteur de l'acier... Mais il faut bien que les "socialistes" remplissent leur tâche d'hommes d'Etat, c'est à dire imposent au prolétariat le plan de la bourgeoisie. C'est ainsi que la hausse de la masse salariale n'a cessé de ralentir en 1976 : 13,3% contre 16,2% en 75 et 20,2% en 74. La commission de la CEE estime la hausse des coûts salariaux par unité produite à 1,5% en Belgique en 76 contre 13,9% en 75. Guy Spitaels estimait dernièrement qu'une augmentation des salaires provoquerait une élévation du pouvoir d'achat donc une relance du marché intérieur, proposition, parfaitement démagogique, déterminée bien entendu par le souci de l'économie nationale, réfutée le 7.II.77 par Pulinx (FEB), et nuancée une semaine plus tard par son auteur qui considère que l'an prochain encore des accords salariaux "abusifs", c'est à dire prévoyant des augmentations supérieures à la croissance de la productivité ne devraient pas être "légalisées". Comme quoi l'accord est profond entre le patronat et la parti socialiste

En Belgique, depuis des décennies, le PSB et à sa traine la FGTE, sont alternativement au gouvernement ou dans l'"opposition". Les prolétaires doivent en tirer la conclusion qu'il faut lutter à la fois contre les partis ouvertement bourgeois et ceux qui se prétendent encore "ouvriers" mais réclament ou participent à la gestion de l'économie capitaliste.

Pour retrouver le chemin de la lutte de classe contre l'Etat bourgeois et ses valets opportunistes, les prolétaires, qu'ils soient wallons ou flamands devront aussi repousser tous les mirages fédéralistes ou régionalistes que tous les partis à vocation gouvernementale, de la Volksunie au PSB, leur présentent régulièrement, et surtout lorsque se fait sentir les effets d'une crise sociale

et économique. L'exploitation capitaliste ne sera nullement atténuée par la création de "régions" autonomes en Belgique. La véritable fonction politique de ces soi-disant "réformes régionalistes" jamais réalisées c'est de tenter d'escamoter les vrais problèmes, de lier les prolétaires à la bourgeoisie et à la petite-bourgeoisie arriviste de "leur" région. C'est une question sur laquelle il nous faudra revenir dans un prochain numéro car elle est d'importance, mais disons tout de suite que pour nous, communistes révolutionnaires, l'unité des travailleurs flamands et wallons est une nécessité impérieuse et que si l'égalité des langues est une revendication entièrement justifiée, la révolution prolétarienne est ici également le levier le plus puissant qui puisse écarter toute forme d'oppression spécifique.

Notre presse est en vente :

BRUXELLES : Librairie "Four", 14, rue de la Tulipe
Librairie Joli Mai, 331, chaussée d'Ixelles

LOUVAIN LA NEUVE : Centre Galilé, Place Galilé

CHARLEROI : Librairie de Clunny, 86, boulevard Tirou

LIEGE : Librairie le Quai,

ANVERS : Free press Bookshop De groene Waterman, Walstraat, 7.

CE QUE COMBAT LA BOURGEOISIE DANS LA CHASSE AUX TERRORISTES,

C'EST LE SPECTRE DU RETOUR DE LA LUTTE PROLETARIENNE INTERNATIONALE !

Andreas Baader et ses camarades ont été froidement assassinés dans leurs cellules par l'ignoble ordre bourgeois "démocratique". Tout le monde les avait condamnés : des partis bourgeois avoués à ceux qui se disent encore prolétariens, du réformisme officiel (voir les réactions du PCB) à l'extrême gauche (comme par ex les condamnations de la LRT ..), tous ont participé à l'écoeurante union sacrée pour dénoncer le terrorisme. Quelle formidable victoire pour l'ordre impérialiste ! Il ne restait plus au bourreau qu'à la couronner en exécutant la sentence, et ce n'est que par un dernier scrupule d'hypocrisie démocratique que la bourgeoisie allemande a tenu à présenter officiellement comme un "suicide" le classique massacre pour l'exemple perpétré par son terrorisme d'Etat.

Quel était le crime des martyrs de Stuttgart ? Ils se sont révoltés les armes à la main contre l'ignoble ordre bourgeois qui exploite, pille, opprime et massacre quotidiennement sur la planète entière. C'est pour cela qu'ils ont été capturés, emprisonnés, tués d'abord un par un puis en bloc, à la face du monde entier, afin que leurs cadavres servent d'exemple à tous les exploités et les opprimés qui seraient tentés de se révolter.

Les philistins de la gauche et de l'extrême-gauche respectueuses gémissent hypocritement : "Ces exécutions sont horribles. Mais ces méthodes de violence individuelle ne mènent à rien, elles font le jeu de la bourgeoisie !" Certes si Baader et ses camarades espéraient par leur exemple courageux se substituer à des forces objectives qui ne dépendent d'aucune action individuelle, s'ils espéraient par leurs actes ouvrir la voie de la reprise prolétarienne, ils se sont lourdement trompés, et ils ont payé leur erreur de leur vie. Leur action n'a pas été plus qu'une égratignure sur l'énorme cuirasse blindée de la démocratie bourgeoise. Mais il est inévitable, devant la pourriture et l'oppression toujours plus étouffante de la société bourgeoise, devant la trahison quotidienne et la soumission du réformisme à l'ordre établi, devant l'avachissement des soi-disant "révolutionnaires" trotskistes, naofistes et autres, et faute d'une véritable alternative de classe, que ces actes désespérés soient de plus en plus nombreux malgré la repression impitoyable qui frappe leurs auteurs. Dire qu'ils font le jeu de la bourgeoisie, c'est cracher au visage et sur les cadavres de tous ceux qui se révoltent contre l'ordre impérialiste. Comme si l'Etat avait attendu les "terroristes" pour perfectionner son immense arsenal de repression et de mort, pour accroître sans cesse ses forces policières et militaires ! Comme si les desperados étaient la cause du renforcement de l'oppression, et non un de ses produits ! Ceux qui prétendent que les terroristes servent la bourgeoisie ne font que dissimuler sous des paroles creuses leur pacifisme foncier, leur renonciation à toute violence, leur soumission actuelle ou future à l'ordre bourgeois. Si on les écoutait, il faudrait renoncer à toute lutte, car toute lutte provoque la réaction de la bourgeoisie et la repression de son Etat ! Si cet Etat se renforce sans cesse, c'est qu'il sent bien l'approfondissement de la crise capitaliste, la montée des tensions et des antagonismes sociaux - dont le terrorisme n'est que l'expression -, et qu'il se prépare à affronter le seul ennemi qu'il craigne réellement : le prolétariat enfin debout et n'hésitant plus à utiliser sa violence de classe !

Le massacre d'aujourd'hui est donc un avertissement que donne la bourgeoisie à l'adversaire prolétarien de demain, lorsque les mensonges réformistes ne suffiront plus à noyer son énergie dans la collaboration de classe ou dans les urnes des mascarades électorales : tiens-toi tranquille ou gare ! Mais c'est aussi une formidable leçon pour tous les exploités et opprimés : subissez ou vous mourrez ! Autrement dit il n'y a pas de troisième voie, il n'y a pas d'issue pacifique, il n'y aura pas en définitive d'autre alternative que la résignation ou la lutte à mort contre l'ordre des exploités. Et pour vaincre c'est cette même loi que les exploités devront impitoyablement retourner contre leurs maîtres d'aujourd'hui, en leur imposant à leur tour par les armes leur dictature et leur terreur de classe : subissez bourgeois, la dislocation de votre Etat, la disparition de vos privilèges, l'abolition des classes,

la destruction de votre société marchande pourrie ou vous mourrez !

Voilà la leçon que les prolétaires doivent tirer du massacre de Stuttgart. La violence individuelle du désespoir est généreuse mais impuissante : ce n'est pas une raison pour rejeter la violence, **au contraire, car l'affrontement final sera inévitable, c'est une raison pour préparer dès aujourd'hui, longtemps à l'avance, l'exercice de la violence prolétarienne qui seule pourra détruire cette infâme société d'exploitation.** La première tâche est donc de combattre impitoyablement le pacifisme et l'esprit de résignation que l'Etat bourgeois et ses complices "ouvriers" - jusqu'à, hélas, certains soi-disant "révolutionnaires" - installent méthodiquement dans le cerveau de la classe ouvrière par un gigantesque matraquage quotidien.

Dans l'immédiat, face à l'hystérie des classes dominantes et à l'internationalisation de la répression et pour se préparer aux batailles de classe à venir, il est urgent de lutter, dans toutes les organisations prolétariennes ouvertes :

POUR LA LIBERATION IMMEDIATE ET SANS CONDITION DES PRISONNIERS POLITIQUES

CONTRE LES EXPULSIONS ET LES EXTRADITIONS

POUR LA SOLIDARITE DE CLASSE AVEC LES VICTIMES DE LA REPRESSION BOURGEOISE

POUR L'AUTO-DEFENSE OUVRIERE

POUR LA SOLIDARITE INTERNATIONALE DES PROLETAIRES !

Aucun communiste ne peut avoir d'objections contre l'usage de l'action armée, des représailles et même de la terreur, et nier que le parti communiste doive lui-même diriger ces formes d'action qui exigent discipline et organisation. De même nous considérons comme infantile la conception selon laquelle l'usage de la violence et les actions armées sont réservés à la "grande journée" où sera déclenchée la lutte suprême pour la conquête du pouvoir. Il est dans la nature même du processus révolutionnaire réel que des heurts sanglants entre le prolétariat et la bourgeoisie se produisent avant la lutte finale, et il peut s'agir non seulement de tentatives prolétariennes non couronnées de succès, mais aussi des inévitables affrontements partiels et transitoires entre des groupes de prolétaires poussés à se soulever et les forces de la défense bourgeoise, ou encore entre des groupes de "gardes blancs" de la bourgeoisie et des travailleurs attaqués et provoqués par eux. Il n'est pas juste de dire que les partis communistes doivent désavouer de telles actions et réserver tous leurs efforts pour le moment final, car toute lutte nécessite un entraînement et une période d'instruction, et c'est dans ces actions préliminaires que la capacité d'encadrement révolutionnaire du parti doit commencer à se forger et à s'éprouver.

PARTI ET ACTION DE CLASSE - 1921

X
X X

Tant que la main-d'oeuvre humaine et par conséquent la vie, est un article de commerce, d'exploitation et de dilapidation, le principe du caractère "sacré de la vie humaine" n'est que le plus infâme des mensonges, dont le but est de maintenir les esclaves sous le joug.

TROTSKY - TERRORISME ET COMMUNISME

X
X X

L'opposition idéologique des détachements de partisans à une armée méthodiquement organisée et centralisée représente un produit caricatural de la pensée politique ou du masque de la réflexion de l'intelligentsia petite-bourgeoise. Les méthodes du combat partisan s'imposaient au prolétariat durant la première période à cause de sa situation exploitée dans l'Etat, comme s'imposait aussi à lui l'emploi d'imprimeries clandestines primitives et la pratique de réunions secrètes.

En tant que type (militairement) prédominant, la petite guerre est l'arme du belligérant le plus faible contre le plus fort. Ce dernier essaie de massacrer et d'écraser le plus faible. A son tour, celui-ci, conscient de sa faiblesse mais ne refusant pas le combat, dans la perspective certaine de quelque modification à l'avenir, s'efforce en attendant d'affaiblir et de désorganiser son puissant adversaire. La "grande guerre" - masses imposantes, unité de front, direction centralisée, ect - cherche à vaincre l'ennemi. La "petite guerre" - petits détachements de manœuvre indépendants les uns des autres - cherche à affaiblir et à exténuer l'adversaire.

Les récents événements d'Allemagne ont contribué à clarifier les positions politiques des différents courants qui prétendent construire la direction révolutionnaire du prolétariat.

Nous ne nous attarderons pas ici sur celles qu'ont défendues des groupes comme "Pour le socialisme", c'est à dire sur la revendication de l'anti-fascisme démocratique qui prétend lutter contre le terrorisme d'Etat en s'alliant à la partie "progressiste" de la bourgeoisie, sans voir qu'il s'agit des deux faces d'une même oppression de classe : la dictature bourgeoise qui peut revêtir aussi bien des formes démocratiques qu'autoritaires et qui tend historiquement à combiner celles-ci de plus en plus étroitement. Nous nous attacherons plus particulièrement à examiner les positions qu'a prises la L. R. T. parce qu'elles montrent à quel point le trotskysme version 78 est à cent lieues du chef de l'armée rouge cité plus haut et celles défendues par "Internationalisme" qui se veut le pourfendeur du trotskysme mais s'avère défendre sur le fond les mêmes positions.

LA L. R. T. : UN APLATISSEMENT COMPLET DEVANT L'INTERNATIONALE DES FLICS.

Comme d'autres groupes similaires partout en Europe, la L. R. T. a indiqué qu'il fallait par principe refuser à la fois "l'objectif et les méthodes" de la bande à Baader, comme si le prolétariat devait par principe renoncer à délivrer un jour des prisonniers politiques qui sont, comme le confirme l'assassinat de Baader, Ensslin, Raspe après Mainz, Meinhoff et bien d'autres, considérés par la bourgeoisie comme de véritables otages de guerre ! Comme s'il fallait renoncer par principe à prendre à son tour des otages pour sauver ceux que l'Etat bourgeois détient !

Il est vrai que la L. R. T. se place sur le terrain de la morale; elle condamne la "terreur solitaire (qui) perdant toute racine et tout rapport avec la pratique et l'expérience historique des masses, se transforme en pur décalque de la barbarie ordinaire ou extraordinaire du capitalisme" (La Gauche du 19.10.77) et affirme "nous ne sommes pas de ces esprits forts qui considèrent que la faillite de la morale bourgeoise entraîne la débâcle de tout système moral". Mais malgré les affirmations des philistins de la IV^e Internationale, leur morale n'est pas celle de la révolution. Elle consent tout juste à envisager la "terreur révolutionnaire à laquelle le recours, en certaines situations peut être fondé, du moins débattu" (sic!). Mais elle repousse avec horreur l'idée d'exécuter des otages qui n'ont rien à voir avec le combat engagé... Faut-il leur rappeler que Marx a hautement revendiqué l'exécution des otages par la Commune ? La "Gauche" renie la morale révolutionnaire et révèle son pacifisme foncier en affirmant que "pour des révolutionnaires, la "nécessité" politique ne justifie pas tout. Le stalinisme fut précisément une perversion de la pratique révolutionnaire en ce sens qu'il introduisit comme une des tables de la Loi révolutionnaire que "la fin justifie les moyens". De ce principe d'inhumanité peut découler tout le reste". Comme on voit, on est loin d'une discussion sur l'efficacité du terrorisme à la Baader, on est tombé dans un principe d'humanité au-dessus de la lutte des classes ! Pire que cela, en passant on a ravalé la lutte entre les révolutionnaires et le stalinisme à un débat sur la moralité des moyens, alors qu'elle découlait d'une opposition absolue sur les fins ! Voilà où mène la rage de se démarquer du terrorisme.

"Rien dans les méthodes, ne distingue ces actions de celles de braqueurs de banque agissant pour leur propre compte", conclut la "Gauche" qui, décidément, n'en rate pas une. Oui, messieurs les pacifistes, les méthodes de la terreur sont ... terroristes. Elles visent par tous les moyens disait Trotsky, à faire céder, plier ou reculer l'adversaire. Contrairement à l'idée que vous répandez, le prolétariat devra empoigner et utiliser toutes les armes de la terreur pour écraser la bourgeoisie et l'empêcher de relever la tête. Les arguments que vous avancez aujourd'hui risquent d'entraver demain le développement du véritable terrorisme révolutionnaire ! Ce n'est pas en discutant comme le fait Krivine (même numéro de la "Gauche") de l'efficacité du terrorisme individuel que l'on pourra le combattre en tant que théorie de l'"action excitatrice" : "Personne parmi nous ne peut approuver les méthodes d'action utilisées aujourd'hui en RFA par les organisations qui prônent la lutte armée. L'attentat de Cologne n'affaiblit pas la bourgeoisie allemande, il lui donne simplement des arguments supplémentaires pour renforcer son dispositif policier. Il ne permet pas de faire avancer d'un pouce la conscience de classe des travailleurs, mais permet, au contraire, d'isoler l'extrême-gauche et de renforcer la collaboration de classes derrière le drapeau de la "solidarité nationale" contre

un terrorisme que la classe ouvrière rejette".

En réalité de tels propos ne peuvent que révéler sur le plan des principes un pacifisme foncier et dans la pratique la capitulation devant le chantage de la classe dominante et de ses larbins opportunistes (qui dans l'esprit de Krivine et de ses amis représentent la classe ouvrière).

"INTERNATIONALISME" : A NOUVEAU L'INDIFFERENTISME !

Quant à "Internationalisme" et avec lui le CCI, il est tout à fait clair qu'il partage sur le fond la position de la L. R. T. et pour ainsi dire de toute la fauceuse "extrême-gauche". En effet ce groupe voit dans le terrorisme l'"anti-thèse" de la lutte de classe (voir son appel pour les réunions publiques qu'il organise en décembre sur ce thème). Il oppose la tâche historique du prolétariat qui "ne peut être que l'oeuvre collective d'une classe consciente" au terrorisme qui serait le fait "d'un groupe de conjurés, aussi courageux soient-ils", et de façon tout à fait péremptoire affirme que la violence "sera l'oeuvre du prolétariat lui-même". Ainsi "l'action désespérée de quelques terroristes" aura permis à la bourgeoisie de "jeter la confusion dans les rangs du prolétariat". Voilà le grand principe d'"Internationalisme" qui surgit des ténèbres : "Ce qu'il nous faut c'est une classe pleinement consciente et alors nous ferons avec elle (surtout pas à sa tête) la révolution et en attendant éclairons la conscience des prolétaires et tenons nous à l'écart du terrorisme qui ne peut que nous compliquer la tâche".

Face à cette position profondément anti-matérialiste, citons un extrait de la polémique que nous avons menée contre Lutte Ouvrière (Le Prolétaire N° 169-170) à propos du terrorisme - tant il est vrai que sur ce point il n'y a aucune "rupture" entre LO et le CCI :

"La révolution socialiste en Europe ne peut pas être autre chose que l'explosion de la lutte de masse des opprimés et mécontents de toute espèce. Des éléments de la petite-bourgeoisie et des ouvriers arriérés y participeront inévitablement - sans cette participation, la lutte de masse n'est pas possible, aucune révolution n'est possible - et, tout aussi inévitablement, ils apporteront au mouvement leurs préjugés, leurs fantaisies réactionnaires, leurs faiblesses et leurs erreurs. Mais, objectivement, ils s'attaqueront au capital, et l'avant-garde consciente de la révolution (c'est à dire le Parti), le prolétariat avancé, qui exprimera cette vérité objective d'une lutte de masse disparate, discordante, bigarrée, à première vue sans unité, pourra l'unir et l'orienter, conquérir le pouvoir, s'emparer des banques, exproprier les trusts hâs de tous (bein que pour des raisons différentes !) et réaliser d'autres mesures dictatoriales dont l'ensemble aura pour résultat le renversement de la bourgeoisie et la victoire du socialisme, laquelle ne s'"épurer" pas d'emblée, tant s'en faut des scories petites bourgeoises" (Oeuvres complètes Tome 22 p 384 - LENINE)

Contre cette vision matérialiste d'un mouvement de masse multiforme, à première vue "disparate, discordant, sans unité", mais dont l'unification est précisément réalisée par le Parti, la perspective d'une "révolution comme il faut" se rattache à la déviation opportuniste de la II^e Internationale qui n'admettait théoriquement que "les batailles ordonnées et disciplinées", lorsque les conditions de la victoire seraient données a priori alors que ces conditions se créent au cours même de la lutte des classes.

De même le mouvement communiste ne peut pas construire au moyen de préalables moraux ou d'exigences utopiques un code de la "révolution comme il faut", il ne peut pas non plus lier le mouvement révolutionnaire à une forme de combat unique et déterminée, ni répudier par principe aucune forme de lutte. Il ne peut qu'admettre les méthodes les plus variées car la lutte des masses fait naître sans cesse de nouveaux procédés de défense et d'attaque, et il n'entend nullement se limiter aux formes possibles existantes à un moment donné, un changement de la conjoncture sociale entraînant inévitablement l'apparition de formes nouvelles. L'évolution dans les situations économiques et politiques porte différentes formes de combat au premier plan, modifiant par contre-coup les formes secondaires, et le parti doit justement centraliser politiquement - et par là-même organisativement - les luttes qui surgis-

sent spontanément au cours même du mouvement.

C'est surtout au moment où la lutte des classes met à l'ordre du jour l'insurrection que les aspects militaires passent au tout premier plan, les autres méthodes devenant secondaires et lui étant subordonnées. Mais il serait défaitiste de prétendre que la violence et les actions armées sont réservées "au grand soir" de l'insurrection. Lénine n'écrivait rien d'autre lorsqu'ayant affirmé sa certitude que :

"l'insurrection acquiert les formes les plus hautes et complexes d'une guerre civile prolongée",

il ajoutait :

"qu'on ne peut se représenter une guerre de ce genre autrement que comme une suite de grandes batailles peu nombreuses, séparées par des intervalles de temps relativement longs, au cours desquels se produisent d'innombrables escarmouches".

Le parti concluait-il :

"doit s'assigner pour tâche de créer des organisations qui soient au plus haut degré capables de diriger les masses dans ces grandes batailles, de même que si possible, dans ces escarmouches".

(Oeuvres complètes Tome II p 225)

Dans son éther politico-doctrinal, L. O. présente comme seule "permise" la violence -toujours collective ou organisée- qui serait "le prolongement conscient de la volonté ouvrière", l'expression de l'"action consciente des masses"; l'argument invoqué est au fond le même que ceux du centrisme ou d'un Paul Lévi qui faisait de la "volonté claire et sans équivoque de la grande majorité du prolétariat" la base et le préalable de la lutte de classe. Celui-ci, tout comme L. O., peut aller jusqu'à reconnaître une terreur ou un terrorisme "comme il faut", assortis de conditions qu'ils découvrent dans les sphères de leur métaphysique politique. Cette théorie de la révolution entendue comme l'expression claire et sans équivoque de la volonté et de la conscience des larges masses est absolument étrangère au marxisme, à la lutte de classe et, a fortiori, à la révolution, comme Lénine le disait dans la première citation ci-dessus.

Dans la série "LE PROLÉTAIRE"

Demandez notre Brochure N° 8

sur

VIOLENCE, TERRORISME ET LUTTE DE CLASSE

NOTES SYNDICALES

UNE SAINTE REACTION OUVRIERE.

Dans la nuit du 30 Août dernier mourait une ouvrière de 30 ans, employée à la F. N. de Herstal. Cette ouvrière qui avait obtenu un congé maladie de son médecin traitant jusqu'au premier Septembre était renvoyée au travail par le médecin-conseil de l'entreprise dès le lundi.

Dès la nouvelle connue, le mercredi suivant le décès, les camarades de l'ouvrière bientôt rejoints par l'ensemble du personnel de l'entreprise, se mirent en grève "sans consulter leurs organisations syndicales" note pudiquement la "Libre Belgique" et partirent en cortège vers le centre médical en scandant : "Médecin assassin !".

Malgré l'intervention de la police et de la gendarmerie, les manifestants ayant pénétrés dans les locaux, mirent les lieux à sac, répandant les quelques 300 dossiers dans la rue.

Sans doute, pour l'ensemble de la presse bourgeoise s'agit-il d'une soudaine explosion de colère des compagnons de travail, "manifestation qui risque encore plus de tendre les relations déjà difficiles entre le centre médical et le personnel de la FN", disait la même "Libre Belgique" du 1.9.77, laissant à l'opportunisme, dont c'est le rôle, le soin d'amortir l'effet pénible de la colère ouvrière, en vue du maintien de la sacrée paix sociale.

C'est ainsi que la "Wallonie", dans son numéro du 1.9.77, relate le fait sans trop de commentaires, rappelant simplement l'origine des centres de contrôle médical, réclamés par les patrons simultanément à l'octroi du salaire hebdomadaire garanti. La "Wallonie", qui se borne en ce moment à réclamer une "vraie médecine du travail" et une "humanisation du travail", néglige de rappeler que les centres en question sont des organes paritaires gérés conjointement par les représentants des patrons et des organisations syndicales dont elle est le porte-parole, et attend le retour au calme pour prendre des attitudes fermes et énergiques.

Voilà cependant illustré un beau résultat du rôle de larbins joué par les directions syndicales. A un avantage social concédé (le salaire hebdomadaire garanti) correspond une surveillance accrue des travailleurs afin qu'ils mettent au maximum leur force au service du capital, sans perte pour ce dernier.

La colère des ouvriers s'en est prise à l'un des multiples maillons de la chaîne qui maintient les travailleurs dans le salariat et dont les directions syndicales constituent une autre et d'importance. Ces dernières se sont retirées (pour le moment ?) des centres de contrôle médical, oubliant soudainement qu'elles en avaient fait l'apologie en critiquant les certificats médicaux de complaisance que les ouvriers obtiennent de leurs médecins-traitants pour échapper quelques jours aux bagnes capitalistes.

Quant à nous, communistes, nous affirmons que le capital continuera à tuer chaque jour tant que l'ensemble de l'appareil capitaliste n'aura pas été détruit de fond en comble sous les coups conjugués de la classe ouvrière dirigée par son parti.

X X X

SOLIDARITE DE CLASSE CONTRE LA REPRESSION AU PORT D'ANVERS !

Le 21 Octobre dernier, la "commission de sanctions" où siègent côte à côte les patrons du port d'Anvers et les représentants syndicaux de l'U. B. O. T. (syndicat "socialiste" des transports) se penchait sur le cas de R. Broeckx, dirigeant actif de la grève des dockers de 1973, combattu comme on le sait par ces mêmes patrons et les bonzes syndicaux, à qui il est reproché d'avoir édité des tracts invitant les dockers à ralentir les cadences, ceci en vertu du nouvel article 150

bis du règlement du port qui interdit pratiquement aux travailleurs de poser leurs revendications.

Face à cette attaque qui concerne tous les travailleurs, s'est formé un "comité contre les sanctions" qui regroupe l'Onafhankelijk Havenarbeiders Komitee (OHK - Comité issu de la grève sauvage des dockers), des travailleurs inorganisés et reçoit le soutien de la L. R. T., d'A. M. A. D. A. et du P. C. B. nl. Ce comité a organisé la riposte, rassemblé 150 dockers pour manifester la solidarité active des ouvriers contre les sanctions patronales approuvées par les benzes syndicaux.

Nous saluons ces camarades qui ont voulu répondre aux attaques capitalistes en créant un comité ouvert à "tous les dockers quelque so ent leurs convictions". Car c'est effectivement la voie que doivent suivre les travailleurs dans de tel cas.

C'est précisément face à cette tentative effectuée par des prolétaires combattifs pour élargir le front de la lutte contre les attaques patronales et les larbins qui les soutiennent, que le groupe "Internationalisme" a jugé nécessaire de condamner cette initiative sous prétexte que le comité regroupait aussi des militants gauchistes ("des organisations bourgeoises" selon ces propres paroles - voir sa lettre ouverte aux dockers distribuée au port et parue dans le numéro 15 de son mensuel). Ceux-ci seraient, selon "Internationalisme" incapables de lutter contre les sanctions à cause de leur vision politique, de leur compromission avec les syndicats etc ... Pour nous, cette attitude, est fondamentalement fautive car elle correspond à un refus de mener la lutte contre l'opportunisme centrisme, démocratique et conciliateur dans le lieu même où il s'efforce de canaliser la combativité ouvrière vers des impasses (juridiques, démocratiques, collaborationnistes avec les benzes ..).

Les véritables communistes révolutionnaires ont le devoir de lutter contre les influences opportunistes précisément là où elles s'imposent ou tentent de s'imposer aux prolétaires (les syndicats pour ce qui est de l'opportunisme classique - ce genre de comité pour ce qui est des "gauchistes") et non pas de désorser ce terrain sous prétexte de démarcation politique, car cette dernière, qui doit effectivement être dressée par le Parti de classe, n'est pas contradictoire avec la nécessaire participation à des comités ouverts à tous, qui se placent sur le terrain de la lutte de classe - et ceci indépendamment de la possibilité réelle d'y rester, justement à cause de l'attitude des groupes "gauchistes" qui cherchent le plus souvent à les fermer autour de leurs méthodes, à eux, qui sont anti-classistes.

Si "Internationalisme" a saisi ce prétexte (la présence de "gauchistes" dans le comité), c'est parce qu'il se refuse par principe à admettre que des prolétaires puissent s'organiser afin de mener une lutte immédiate qui soit autre chose qu'une "résistance spontanée des dockers et des autres travailleurs", qui se doterait, elle, d'une "organisation autonome ... des assemblées générales et des comités de lutte nommés et contrôlés". Comme si les travailleurs d'avant garde devaient précisément se croiser les bras en attendant que toute la classe, comme un seul homme, se réveille soudainement de sa torpeur et "cluse démocratiquement" ses représentants. Décidément, "Internationalisme" et le CCI se revendiquent bien à tort de l'héritage de la gauche communiste italienne qui n'a jamais proféré de telles bêtises. Il n'est pas étonnant dans ces conditions que l'OHK se voit condamné par "Internationalisme" parce qu'il a décidé d'être autre chose qu'un "cercle ouvrier" dont le rôle serait de "réfléchir", de "confronter les positions politiques" en vue (du moins pour ses "éléments les plus conscients")... de "rejoindre le CCI".

La véritable méthode communiste est à cent lieux de cette vision. Quant à la lutte de classe, elle montrera de plus en plus nettement aux prolétaires d'avant garde, la nécessité de s'organiser de façon permanente pour riposter aux attaques bourgeoises, sur le terrain immédiat, dans des organismes ouverts à tous, où certes auront lieu des confrontations politiques mais où tout ouvrier conscient de ses intérêts de classe pourra prendre place même s'il n'est pas encore convaincu de la justesse du programme communiste et du parti de classe qui le défend, et qui, lui, est fermé à toutes les influences contre-révolutionnaires sur la base de ses principes intangibles.

En Octobre 1917, alors que tous les pays dits "civilisés" étaient plongés dans le premier conflit impérialiste, la révolution éclate en Russie.

Le caractère socialiste d'Octobre ne doit pas être cherché dans le domaine économique et social mais dans le domaine politique.

La révolution qui était alors à l'ordre du jour en Russie était la révolution démocratique bourgeoise : l'introduction du capitalisme avait déjà miné et décomposé les anciennes formes de production et structures sociales, mais le développement des nouvelles était bloqué par le tsarisme. Il en résultait une situation de crise sociale et politique permanente au point que toutes les classes aspiraient au changement. La bourgeoisie aurait bien voulu être débarrassée de l'Etat tsariste, des propriétaires féodaux, de la bureaucratie parasitaire ... et disposer du pouvoir, mais elle avait peur, peur de ne pas pouvoir contrôler les masses ouvrières et paysannes entraînées dans le feu d'une révolution.

Dans cette situation le Parti Social-Démocrate russe se scinda : la Russie n'est pas mûre pour le socialisme disaient les menchéviks, donc le prolétariat doit laisser la direction de la révolution et le pouvoir à la bourgeoisie. La bourgeoisie russe est incapable de mener sa propre révolution répondait le Trotsky de 1905 et ce à juste titre, c'est le prolétariat qui doit la conduire et lorsqu'il sera au pouvoir il ne s'"autolimitera" pas à des mesures bourgeoises mais passera au socialisme. En fait Trotsky commettait là une erreur analogue à celle des menchéviks à savoir celle qui consistait à poser les questions de la révolution russe en termes nationaux.

Par contre les bolchéviks envisageait l'intervention du prolétariat dans la révolution russe comme un moment de sa lutte internationale. C'est à dire comme le disait Lénine dans une "question capitale" 4 Mai 21 Avril 1917 : "Si nos ouvriers étaient soutenus par les ouvriers plus développés et mieux préparés d'Europe occidentale après que ceux-ci aient rompu avec les Plékhanov de chez eux, le passage effectif de la Russie au socialisme serait inévitabile, et son succès assuré".

Tel fut le seul programme de la révolution d'Octobre, programme modeste et grandiose des prolétaires du monde entier; fondement du Parti Mondial du prolétariat alors créé, l'Internationale Communiste, qui se réclamait du Manifeste de 1848 et se donnait pour but d'unir les forces révolutionnaires en débarrassant des rangs du prolétariat les traîtres opportunistes et social-patriotiques pour qu'il puisse se lancer à l'assaut des citadelles du capital.

Lénine affirmait avec force que "le prolétariat russe a pour devoir de mener à son terme la révolution démocratique bourgeoise en Russie afin d'allumer la révolution socialiste en Europe" (Quelques thèses Oct 1915); et encore "les soviets des députés ouvriers et paysans doivent prendre le pouvoir, mais non pour créer une république bourgeoise du type habituel, ou pour passer directement au socialisme. C'est impossible. Ils doivent s'emparer du pouvoir pour pouvoir prendre les premières mesures politiques que l'on peut et que l'on doit effectuer et qui tendent à préparer ce passage" (Oeuvres complètes Tom 24, p 240, 7^e Conférence du POSDR)

Ce sont donc les acquis politiques et non économiques de la révolution d'Octobre qui montrent sa nature prolétarienne avec en premier lieu la sortie du pouvoir des soviets de la guerre impérialiste : partout il tenta de faire pénétrer la révolte dans la classe ouvrière proclamant la nécessité par-dessus toutes les frontières de transformer la guerre impérialiste en guerre civile.

Voilà qui montre clairement qui dirigeait l'Etat des soviets, qu'elles qu'aient pu être ses capacités révolutionnaires, aucune autre classe que le prolétariat ne pouvait se placer sur le terrain de l'internationalisme prolétarien.

Un autre aspect socialiste d'Octobre réside dans le monopole politique du Parti de classe du prolétariat lors de la dictature, ce qui est d'autant plus remarquable qu'en Russie le prolétariat était allié à la paysannerie et minoritaire dans le pays.

Pour les bolchéviks il n'était donc pas question de construire un socialisme économique en Russie mais d'en jeter les bases nécessaires, c'est à dire développer le capitalisme sous la direction du prolétariat. C'est ainsi qu'il faut voir les mesures telles que la nationalisation des terres, de la grande industrie, le contrôle étatique, le monopole du commerce extérieur Capitalisme que l'on devait laisser se développer tout en le contrôlant, Lénine le définissait comme un "capitalisme dont on saura fixer les bornes, que l'on saura limiter; ce capitalisme est rattaché à l'Etat, or l'Etat c'est nous". C'était risqué car non seulement il fallait contrôler le

le développement mais aussi et surtout empêcher les forces sociales qui en sont l'expression de prendre le dessus mais il fallait courir ce risque ou capituler sans condition. Les bolchéviks ont accepté le combat, le combat du pouvoir prolétarien pour contenir et orienter un développement du capitalisme qu'ils ne pouvaient pas bloquer complètement, il fallait en finir avec la famine des villes dans un pays dévasté par des années de guerre impérialiste puis de guerre civile. Ce combat ils l'ont perdu.

Victoire de la contre révolution.

Il fallait que le pouvoir reste aux mains des bolchéviks, de la classe ouvrière internationale. Il fallait se battre pour empêcher qu'au lieu de diriger et contrôler le capitalisme nécessaire on batisse sur celui-ci l'Etat national russe. Il fallait empêcher que sous couvert de socialisme on fasse travailler le prolétariat au développement des forces nées du capitalisme. Tout ceci rapidement s'effondra, à l'intérieur du parti communiste lui-même qui ouvrit ses portes de plus en plus largement à des gens qui n'avaient aucune base politique claire, et la question paysanne ainsi que l'accumulation du capital trouvèrent leur résolution dans une dictature policière sur la classe ouvrière, les militants d'Octobre pourchassés, le stalinisme triomphait sous la bannière du "socialisme dans un seul pays". On faisait du développement de l'économie russe une fin en soi et alors, inéluctablement, l'influence que par l'Internationale communiste l'Etat russe exerçait sur le prolétariat international tendait à mettre ses luttes au service de cette fin. Si les bolchéviks ont perdu ce combat, c'est que "l'allié principal" du prolétariat russe lui a fait faux bond. Non seulement le prolétariat occidental n'a pas remporté de victoire révolutionnaire, mais son élan s'est brisé et on a assisté à un reflux de ses luttes.

Le socialisme dans la seule Russie, c'est la contre révolution bourgeoise en Russie, parce qu'il détruit toutes les options prolétariennes de l'Etat, que l'Etat n'est donc plus dirigé par le prolétariat, ne défend donc plus ses intérêts de classe, mais les intérêts du développement capitaliste en Russie. Il est clair que cette contre-révolution n'a pas été un acte instantané; l'élimination du bolchévisme du pouvoir s'est effectuée à travers une lutte complexe de fractions, liée aux vicissitudes de la lutte internationale. En 1926, on ne pouvait pas dire que les jeux étaient faits: un retour de flamme du prolétariat européen aurait pu encore modifier le rapport des forces en Russie. Elle n'en a pas moins été réelle et sa délimitation politique a été donnée justement en 1926. Au cours des années suivantes, elle deviendra un fait accompli et alors, ayant perdu le pouvoir en Russie, le prolétariat n'aura plus rien à y défendre.

Octobre a été défigurée, outre par Moscou mais aussi par tous les partis qui sont restés sous sa coupe, plongeant dans l'indifférence et l'oubli les principes du communisme révolutionnaire privant le prolétariat de sa mission historique.

Essor du capitalisme en URSS.

Le triomphe de la contre révolution bourgeoise en Russie n'a pas fait de son Etat un état bourgeois comme les autres.

S'il est faux de voir du socialisme en Russie, il l'est tout autant d'y voir un capitalisme d'Etat, parce qu'en fait l'économie russe est encore bien en deça du capitalisme d'Etat, bien que la fuite ou l'expropriation des bourgeois ait remis à l'Etat la propriété des grandes entreprises industrielles. Avec l'éviction du prolétariat au pouvoir, le capitalisme russe partant d'un niveau très bas et morcelé, tendra vers des formes développées et concentrées, tout au moins dans l'industrie. Le capitalisme russe étant encore trop faible et trop peu développé la tutelle de l'Etat était nécessaire parce qu'il fallait pêter la production et la rentabilité générales à un niveau suffisant, pour forcer l'accumulation générale à atteindre le seuil où le jeu des lois économiques fait marcher le capital.

En ce qui concerne l'agriculture, la Russie n'est toujours pas sortie de la "phase céréalière" de l'agriculture qui caractérise les sociétés pré-capitalistes et les premiers stades du capitalisme. En introduisant dans la seconde moitié du XX^e siècle les cultures fourragères, la Russie contemporaine anorce anorce avec 150 ans de retard la révolution agricole commencée vers la fin du XVIII^e siècle en Europe. Le retard de l'agriculture sur l'industrie russe ne présente aucun mystère: il est parfaitement conforme aux lois du mode capitaliste de production; aussi bien est-ce plutôt à propos de son retard par rapport à l'agriculture des pays avancés que le "communisme" est mis en accusation.

Ce qui montre la nature de classe de l'Etat russe, c'est le fait que pour accomplir sa tâche bourgeoise, il a détruit non seulement l'Etat issu d'Octobre mais surtout le mouvement communiste international, qu'il travaille maintenant depuis un demi siècle à la conservation, à la stabilité du capitalisme mondial.

De cette contre révolution, les communistes révolutionnaires ne doivent pas être découragés mais tirer les leçons de cette grandiose bataille, remettre à l'ordre du jour les principes marxistes confirmés par l'Octobre Rouge. Ces mots d'ordre doivent toujours être ceux du communisme que nous, petit noyau, n'avons cessé de proclamer à savoir :

- nécessité du Parti Communiste Mondial
- renversement violent du pouvoir d'Etat
- instauration de la dictature du prolétariat.

Nous ne savons ni où ni quand éclatera la révolution communiste mais ce que nous savons c'est qu'elle éclatera et qu'elle ébranlera le monde entier, et ce de façon encore plus puissante qu'Octobre. Le capital a eu tout le temps de resserrer les liens économiques entraînant la disparition des particularismes nationaux; de ce fait la révolution ne pourra pas rester isolée dans un seul pays.

Nos principaux textes sur la révolution russe et l'URSS de nos jours :

- Dialogue avec les morts (A propos du XX^e congrès de PCUS)
- Dialogue avec Staline
- Bilan d'une révolution
- Marxisme et Russie
- L'économie russe d'Octobre à nos jours
- Structures économiques et sociales de la Russie d'aujourd'hui

Che Guevara

Il y a dix ans, le 8 octobre 1967, Ernesto « Che » Guevara tombait sous les balles de l'impérialisme yankee et de ses alliés latino-américains. Sa mort marque la fin de la vague anti-impérialiste qui a secoué l'Amérique Latine au lendemain de la deuxième guerre mondiale, vague dont il exprimait l'aile la plus radicale : la révolution paysanne. L'aspect politiquement le plus important de cette révolution, plus que la victoire cubaine pourtant formidable, est la revendication du caractère continental de la révolution en Amérique Latine, dont le Che est le symbole.

Dans l'élan de la révolution cubaine, qui se proclamait une simple partie de la « révolution latino-américaine », cette conscience du caractère continental de la révolution a essayé de se donner un programme et une organisation uniques avec la création de l'OLAS (Organisation Latino-Américaine de Solidarité), deux mois avant l'assassinat du Che. Guidé par le principe du besoin de la violence révolutionnaire, principe que les réformistes socialiste et stalinien avaient foulé aux pieds, ce programme donnait au mouvement révolutionnaire dans toute l'aire allant du sud du Rio Grande à la Patagonie le but commun de battre la « Sainte Alliance » impérialisme-oligarchies locales au moyen de la lutte armée dirigée contre les Etats locaux qu'il faudrait détruire. Et comme pour condamner d'avance l'infâme réformisme qui règne aujourd'hui, l'OLAS rappelait que cela supposait la lutte et contre les fameuses bourgeoisies nationales et contre l'ensemble de la hiérarchie militaire et l'Eglise : on était alors à mille lieues des louanges aux généraux et curés progressistes !

Il est clair que ces revendications font encore partie du programme de la révolution en Amérique Latine, bien qu'elles soient naturellement insuffisantes pour accomplir la tâche suprême proclamée par l'OLAS : la destruction de l'impérialisme. Celle-ci exige l'unification de la lutte des masses prolétaires et paysannes d'Amérique Latine avec celle du prolétariat des Etats-Unis, ce que seul le prolétariat révolutionnaire des deux Amériques peut réaliser. Mais le prolétariat était alors absent de la scène historique et n'a donc pas répondu à l'appel que lui lançaient, depuis La Havane, les représentants de la révolution paysanne. Isolée, comme le Che dans la selva bolivienne, elle a épuisé ses énergies et a finalement été battue. L'appel, cependant, reste vivant, et la nouvelle vague révolutionnaire devra lui répondre. Pour cela, il est indispensable que le mouvement prolétarien révolutionnaire soit internationalement reconstitué : c'est à quoi nous travaillons.

A Guayaquil, en Equateur, lors d'un affrontement avec les forces de l'ordre, cent vingt personnes ont été tuées, « précipitées dans des cuves de sucre en fusion, noyées ou enterrées » (Le Monde du 22 octobre). Des grèves de solidarité ont éclaté dans tout le pays.

Il n'y a pas d'autre voie que la solidarité ouvrière et la lutte contre les classes dominantes car c'est de leur élimination que pourra finir la barbarie du capital.

• Salut aux prolétaires tunisiens en lutte !

La révolte des prolétaires tunisiens est celle d'un prolétariat jeune, exproprié de fraîche date et jeté dans une accumulation qui pour être « socialiste » n'en est pas moins féroce. Les travailleurs de ces petits pays ressentent également de façon plus aiguë les effets de la crise internationale. La vigueur de leur réaction est exemplaire : c'est parce qu'elle s'inscrit dans la dynamique d'un processus d'agitation qui ne date pas d'aujourd'hui que la misère effroyable dont ils sont victimes n'abat pas ces travailleurs mais les mobilise.

C'est la quasi-totalité des centres industriels du pays qui est touchée : Tunis, Sousse, Medenine, Beja, Kairouan, Bizerte, Nabeul, Gafsa, Gabes, Sfax... ; la quasi-totalité des branches : bâtiment, textile, métallurgie, pétrochimie, hôtellerie... ; l'ensemble des ouvriers du secteur minier : mines de Metlaoui, Redeyef, Oum-el-Arais, M'Dillah, Shib, Kalaa-Kasbaa...

Les manifestants — les étudiants sont venus rejoindre les ouvriers — se sont attaqués à des objectifs qui révèlent bien que leur mécontentement dépasse le simple plan économique : c'est directement au siège du comité de coordination du Parti Socialiste destourien, aux casernes des brigades de l'ordre public, aux commissariats qu'ils s'en sont pris « en scandant des cris hostiles au régime » relève *Le Monde* du 11-11-77.

Le paternalisme essoufflé d'Habib Bourguiba, le beni-ouiouisme du syndicat officiel, dont le secrétaire général appartient évidemment au même parti destourien espionné par les manifestants, auront du mal à venir à bout de la vague sociale. Et ce d'autant plus qu'ils n'ont pas, comme le voisin algérien, l'alibi d'incidents de frontières pour ressouder une unité nationale bien compromise, ce dont les militants révolutionnaires ne peuvent que se réjouir !

Solidarité avec les ouvriers d'Equateur et d'Argentine !

Les travailleurs de Renault-Cordoba (Argentine) sont entrés en lutte pour une augmentation de salaires. L'armée a occupé l'usine et a arrêté cent trente ouvriers et les responsables du Syndicat Renault, ce qui, dans les conditions de répression féroce que connaît le prolétariat, aurait dû provoquer une intervention immédiate de solidarité de la part des syndicats ici. C'est le moment qu'a choisi Roger Sylvain, superbonze bien connu de la CGT de Renault France pour demander la solidarité de son... PDG. « Nous vous demandons — lui écrit-il respectueusement, d'après *Le Monde* du 28-10-77 — d'intervenir auprès du gouvernement argentin » et « auprès de la direction de Cordoba » car « il s'agit d'événements d'autant plus inadmissibles que cela semble se faire au nom de la légie nationale » et « donner une image très particulière de notre pays en Argentine et en Amérique Latine ». Demander la solidarité de l'entreprise qui doit exploiter les prolétaires, pour implorer la clémence de l'Etat qui doit les réprimer, voilà la trouvaille de l'opportunisme !

De Birmingham à Blackpool, en passant par Londres

Dans une petite usine de matériel photographique du Nord de Londres, Grunwick, 250 immigrés indiens surexploités, soumis au chantage à l'expulsion, ont donné depuis août 76 l'exemple d'une lutte opiniâtre pour une amélioration de leurs conditions de travail et la reconnaissance des droits syndicaux. Cette lutte, complètement isolée au départ, a fini par forcer les syndicats à donner quelques hypocrites « signes d'intérêt », de genre pétitions et appels à l'opinion publique. Mais surtout, elle a cristallisé la sympathie de travailleurs « nationaux », qui sont venus à tour de rôle et par centaines (mineurs écossais, dockers, etc.) renforcer les piquets de grève, barrer la route aux jaunes amenés par cars dans l'entreprise barricadée par le patron, et affronter les quotidiennes descentes de police, dominant ainsi, contre le pacifisme social des directions syndicales, un sens concret effectif au mot d'ordre « Proletaires de tous les pays, unissez-vous ! ».

Quelques autres faits récents peuvent donner une idée du climat social actuel de la « bonne vieille Angleterre ».

A la fin d'août, la presse a donné un large écho à la bruyante manifestation de 1.500 ouvriers de la British Leyland, à Birmingham, qui ont refusé de se mettre en grève, au cri de « Nous voulons travailler ! ». Vraie bouffée d'oxygène pour les patrons, après des remous sociaux inquiétants.

Une semaine et quelque après, ils ont dû déchanter. Au congrès du TUC (centrale syndicale britannique), les directions ultra-opportunistes ont proclamé à nouveau leur fidélité au gouvernement du parti travailliste et à sa politique économique. Mais ils ont été violemment conspués par la base, excédée de leurs continuels aplatissements entrecoupés de bouffées de démagogie ultra-gauche. Le leader du syndicat des mineurs, Joe Gormley, s'est fait carrément rosser, et n'a pu sortir que sous la protection de la police !

Entre les deux épisodes, à Londres, la fête annuelle des minorités de couleur (immigrés venant des ex-colonies de l'Inde occidentale en majorité), le « Carnaval de Notting Hill » (un des ghettos noirs de la capitale) s'est transformé en bataille furieuse contre la police, avec des arrestations et des blessés par centaines.

Malgré les apparences, l'épisode de Birmingham est lui aussi un signe de la tension sociale. Le refus de la grève (mises à part des franges conservatrices de l'aristocratie ouvrière) représentait la réaction typique de travailleurs excédés de se voir sans cesse roulés par les bonzes. Il suffit de remonter à quelques mois plus tôt, quand les grèves sauvages à la British Leyland se heurtaient à la farouche opposition des syndicats, qui n'hésitèrent pas, en vraie « police syndicale », à menacer les grévistes d'expulsion, et à se ranger aux côtés des patrons lors de la répression à coups de lettres de licenciement. Quelques mois passent. L'agitation ouvrière monte, le « pacte

social » vacille, la lutte à la Grunwick atteint son point culminant et voilà que le syndicat se pare d'oripeaux « extrémistes ». Mais changer de masque est une opération périlleuse ; et les travailleurs de la Leyland ont senti qu'on se payait leur tête, quand le syndicat, après des mois de démission totale, se barbouille de rouge et débarque avec des revendications d'augmentation de salaire de... 47 %. Leur réaction instinctive est compréhensible, même si elle est politiquement critiquable ; on en a vu d'analogues par exemple chez les cheminots italiens, qui sabotaient les grèves officielles pour protester contre la Trinité des syndicats collaborationnistes. L'épisode de Birmingham, donc, loin de prouver les dispositions « raisonnables » de la classe ouvrière anglaise envers les « exigences de l'économie nationale », a le sens d'un refus brutal des manœuvres opportunistes. En l'absence d'organisations de classe capables de donner une direction à leur colère et leur révolte, ces réactions empruntent les voies et les moyens qu'elles peuvent, qui ne sont pas toujours justes ni efficaces.

Quand, au contraire, la protestation ouvrière trouve la voie juste, même de façon temporaire, elle donne ce qui s'est passé au congrès de Blackpool. Là, le TUC, soucieux de ne pas rompre avec le gouvernement travailliste, a donné un nouveau vernis à un pacte social verrouillé, en y introduisant la « clause des 12 mois » qui prétend bloquer toute revendication salariale pendant un an après la signature des conventions collectives (voir *Le Proletaire* n° 250). Les ouvriers, eux, n'ont pas voulu le savoir, surtout dans une période où l'inflation persiste et où le chômage augmente. Ainsi, les techniciens des centrales électriques se sont mis en grève spontanément, en réclamant une augmentation de salaire de 20 %, et, après la grève des contrôleurs aériens, trois journaux à grand tirage ont été bloqués par l'agitation ouvrière (avec disparition « mystérieuse » des principales pièces des machines), à la suite du licenciement de certains d'entre eux, coupables d'avoir tenu une réunion pendant les heures de travail. Les boulangers se sont mis en grève, ainsi que 650 ouvriers carrossiers à Rolls Royce, et l'agitation se développe chez les mineurs.

Quant au leader malmené, Gormley, le « regrettable » incident dont il a été victime n'est peut-être pas sans rapport avec une nouvelle rapportée par la *Socialist Press* du 20-7-77, selon laquelle une grosse entreprise pétrolière canadienne, la *Vancouver Wharfs*, l'aurait engagé comme... expert en relations syndicales, avec ce commentaire du PDG : « Nous avons aujourd'hui des tas de problèmes d'agitation ouvrière, et il en sait plus là-dessus que personne d'autre. Son expérience nous sera extrêmement utile ».

Nous n'en doutons pas ! Et apparemment, les mineurs de son syndicat n'en doutaient pas non plus !

presse
internationale

il programma comunista

PROGRAMME COMMUNIST
COMMUNISTE PROGRAM

EL PROGRAMA COMUNISTA

Kommunistisches
Programm

REVUE THEORIQUE
N° 74 (septembre 1977)

programme
communiste

- La nouvelle Constitution soviétique : un nouveau pas dans l'aveu de la nature capitaliste de l'U.R.S.S.
 - La crise de 1926 dans le P.C. russe et l'Internationale (IV)
 - Gramsci, « L'Ordine Nuovo » et « Il Soviet » (III)
 - Parti révolutionnaire, ou scénario de « marxologues » ?
- 92 pages - 8 F

Soutenez le développement de la
presse internationale du Parti
Souscrivez !

permanences
du parti

Le deuxième dimanche
de chaque mois de 10
à 12 h, au local de
1^{er} ASBL-Club, 51 avenue
de la Couronne
BRUXELLES.

Lecteurs, sympathisants,
prenez contact avec nos
militants, venez aux per-
manences du parti !

POUR TOUTE CORRESPONDANCE
20 rue Jean Bouton 75012
PARIS

Si nous abordons dans ce numéro un point particulièrement important de l'histoire du mouvement ouvrier belge, ce n'est pas par souci historiographique ou pour écrire "notre" version des événements (bien qu'il soit intéressant de contrecarrer celle qu'en donne l'actuel P. C. B.), mais pour en tirer, face aux nouvelles générations qui se tournent vers le passé glorieux de lutte du prolétariat international, les leçons politiques essentielles, universelles, qui, depuis, ont été maintes fois confirmées par l'histoire. A savoir : n'est pas communiste le parti qui ne défend pas avec intransigeance le programme révolutionnaire invariant, qui ne se place pas à la fois en opposition à la bourgeoisie et au réformisme propagé au sein de la classe ouvrière par les partis social-traitres et chauvins.

Dans ce sens, on peut dire aujourd'hui que la création d'un noyau communiste amorcée dès 1919 par le "groupe Communiste de Bruxelles" - devenu Section Belge de l'Internationale Communiste, contraint ensuite par le troisième congrès de l'I. C. à fusionner avec les "Amis de l'exploité" de Jacquenotte (à qui l'actuel P. C. B. attribue tout le mérite de sa fondation) - n'a pu être autre chose qu'une tentative de créer un véritable parti communiste en Belgique, tentative malheureusement vouée à l'échec à cause du formidable frein que constitua cette fusion avec le centrisme.

A cette époque, deux conceptions s'affrontaient au sein du mouvement ouvrier aussi bien belge qu'international. D'un côté, celle des communistes : partisans de la révolution d'Octobre et des Bolchéviks qui avaient relevé le drapeau rouge de l'internationalisme, de l'insurrection et de la dictature prolétarienne. De l'autre, celle des socialistes de la seconde internationale : partisans de l'"Union sacrée", plongés jusqu'au cou dans la collaboration des classes depuis de longues années. Et on ne peut évoquer cette scission de fait qui existait hier dans le mouvement ouvrier mondial, et que certains groupes essayaient d'empêcher, sans examiner aujourd'hui ce qui reste de ses motivations d'alors. Malheureusement il n'en reste rien ! Le mouvement qui avait rompu avec le socialisme traditionnel au nom de la dictature du prolétariat en a renié le principe et même l'invocation, il est devenu un partisan de la démocratie bourgeoise. Lui qui avait violemment stigmatisé les manœuvres parlementaires des socialistes, il les pratique à son tour et ne demande qu'à assumer lui aussi, pour sa part, la "conduite du pays". L'internationalisme n'est plus qu'un mot et les préoccupations nationales sont devenues dominantes. C'est là le résultat tragique de plus d'un demi siècle de contre-révolution. C'est le prix de la défaite du prolétariat mondial qui n'a pu étendre la révolution victorieuse au-delà de la Russie et qui a laissé le parti bolchévik isolé tomber sous les coups de la contre-révolution et de son bras de fer en URSS elle-même : le stalinisme.

La période des fronts populaires, des reconstructions nationales après la seconde guerre mondiale montreront toujours plus nettement le passage complet et définitif des différents partis encore dénommés communistes à la bourgeoisie. Et les thèses, discours, articles ainsi que l'action du petit noyau qui défendit le communisme véritable en Belgique sont autant de condamnations de l'actuel P. C. B. qui se voit contraint d'invoquer une nouvelle "ère historique" pour expliquer le reniement des grands principes marxistes et la consécration de la "voie pacifique" au socialisme. Mais que nous offre donc, messieurs, notre époque, sinon l'exploitation de l'homme par l'homme, la généralisation à l'échelle planétaire de l'exploitation et de l'oppression capitalistes, du salariat avec des formes de plus en plus brutales de domination bourgeoise, toutes choses pour lesquelles justement les marxistes révolutionnaires jugeaient indispensable l'emploi de la violence de classe du prolétariat international, l'insurrection et la dictature prolétariennes.

Aujourd'hui le P. C. B. réécrit l'histoire à sa manière et puisqu'il rêve d'une "Union de la Gauche" avec la social-démocratie, il se reconnaît d'autant plus dans le centrisme congénital de Jacquenotte et de ses "Amis de l'exploité" à qui reviendrait le mérite d'avoir fondé le Parti Communiste faute d'avoir pu gagner entre 1918 et 1921 "la bataille menée par les minoritaires du Parti Ouvrier Belge pour tenter de faire appliquer un programme de lutte de classe" (1). Quant au groupe qui fut

reconnu au 2^o congrès de l'I. C. comme section Belge, celui de War Van Overstraeten, auquel nous nous intéresserons plus particulièrement dans cet article et qui dû accepter au 3^o congrès de fusionner avec le précédent, il est vivement condamné : "A partir du 15 Février 1920, War Van Overstraeten fit paraître l'"Ouvrier Communiste" (Organe du Groupe Communiste de Bruxelles) et il assista en Août 1920 au 2^o congrès du Komintern alors que ce groupe communiste ne comptait pas plus de 200 membres. A la Toussaint 1920, ce groupe communiste tint un congrès qui adopta un programme résolument et essentiellement anti-parlementaire; faut-il rappeler qu'à ce congrès de l'I. C. en Août 1920, War Van Overstraeten avait voté en faveur de la notion anti-parlementaire présentée par l'italien Amadéo Bordiga ? D'ailleurs de nombreux articles de l'"Ouvrier Communiste" étaient consacrés à dénigrer les positions défendues dans l'"Exploité" de Jacquenotte, Massart et Everling. A Moscou le 3 Août 1920, War Van Overstraeten avait dénoncé une fois de plus les minoritaires du P. O. B. comme des "centristes qui se bornent à la défense sentimentale de la révolution russe et sèment la confusion" (2).

Evidemment la question n'est pas celle du nombre mais du contenu politique des groupes en question (3). A notre sens, et c'est ce que nous nous efforcerons de démontrer plus loin, le groupe de l'"Ouvrier Communiste" était dans l'ensemble sur des positions justes même s'il se "tenait en général dans une rigidité doctrinaire qui, certes, l'empêchait souvent de ramener les lignes générales de ses directives aux problèmes les plus immédiats de l'action. La plupart de ses militants ayant dû chercher leur équilibre intellectuel dans l'étude trop livresque et rapide du communisme, souffraient du mal habituel des néophytes que la vie n'a pas assez pénétré de ses enseignements" (4).

Et sur la question parlementaire, il considérait, comme nous le verrons, son opposition aux thèses de l'I. C. comme purement tactique et non de principe.

Le groupe des "Amis de l'exploité" était-il quant à lui sur le terrain marxiste ?

Nous pensons résolument qu'il en était tout aussi éloigné qu'un Longuet ou d'autres du même acabit, qu'il était aussi tout disposé à devenir comme Thaelmann (représentant des indépendants de gauche fusionnant avec le K. P. D. en Allemagne) et Togliatti (alias Ercoli) l'homme de main du stalinisme pour liquider le mouvement communiste international - même si son rôle fut réduit à celui de la petite Belgique

X
X X

BREF HISTORIQUE DE LA LUTTE DU PROLETARIAT BELGE :

Il faut remonter à la fondation de l'Etat bourgeois belge, au développement de la bourgeoisie, de son économie et de la classe ouvrière au XIX^e Siècle et mettre en évidence la responsabilité du P. O. B. avant et lors de la première guerre mondiale pour comprendre dans quelle situation se trouvait le prolétariat belge en 1921 et expliquer cette réflexion de War Van Overstraeten devant l'exécutif de l'I. C. : "Nous devons encore insister sur la tradition de la passivité, sur l'attachement persistant des travailleurs belges au réformisme, sur la puissance des illusions démocratiques qui pèsent avec une incomparable lourdeur sur la classe ouvrière". Et, il faut bien le dire, ce problème devant lequel se trouvaient les communistes de l'époque est resté fondamentalement le même, le P. S. B. gardant une énorme influence sur la classe (quant à l'actuel P. C. B., il le seconde avec zèle!).

Examinons d'abord la question de la formation de l'Etat belge en 1830.

Le prolétariat n'y joua aucun rôle autonome car elle signifia, non pas une transformation complète de la société qui aurait permis à la classe ouvrière de s'affirmer par sa propre lutte, mais elle traduisit bel et bien l'apaisement de l'effervescence sociale résultant de la révolution française de 1789 et des guerres napoléoniennes, elle témoigna qu'un nouvel équilibre européen inspiré par le capitalisme international était trouvé. C'est de cette révolution aussi timorée, où l'histoire joua un de ses mauvais tours à la bourgeoisie en lui donnant le pouvoir, que résultat une constitution qui fut pour l'époque considérée comme fort libérale bien qu'elle fut assortie d'un Roi... : le prince Léopold de Saxe Cobourg, homme de paille de l'Angleterre.

Le régime de liberté d'opinion, d'association et de presse que la constitution accordait - "à tous les citoyens", précisait pratiquement sa véritable signification : celle de ne donner des droits qu'aux exploités, aux possédants, à leurs mercenaires, à leurs fonctionnaires et à leurs avocats, mais pas aux "idéalistes" qui s'intéressent beaucoup trop à la "populace", risquant ainsi de réveiller chez celle-ci des aspirations dangereuses pour l'ordre public. En réalité cette constitution était "démocratiquement" ouverte et favorable à tout ce qui, en Belgique, immédiatement après les journées de Septembre, pouvaient participer à la formation d'une "autorité" efficace et durable.

La démocratie est revendiquée par la bourgeoisie en fonction des possibilités ouvertes à la suite des progrès de l'économie capitaliste permettant à un plus grand nombre d'individualités économiques d'atteindre une situation privilégiée, stimulant, par contre coup, l'ensemble des catégories sociales existantes. Et il fallait ce stimulant car en Belgique, la situation économique souffrait d'une crise occasionnée par l'augmentation de la concurrence à l'échelle européenne et que la "séparation" d'avec le Royaume des Pays Bas aggravait davantage comme le prouvait l'adhésion des industriels à l'"organisme". De plus, les troubles sociaux qui se manifestaient un peu partout, n'étaient pas de nature à favoriser où que ce soit la prospérité économique. Dès lors, le caractère particulièrement libéral de la constitution belge ne pouvait s'expliquer que par l'étendue des horizons commerciaux qui s'étaient incontestablement rétrécis depuis la rupture avec la Hollande. Ce libéralisme ostensible correspondait non seulement à l'étranglement de la Belgique au milieu d'une situation européenne extrêmement tendue, mais aux particularités économiques séparant nettement ce pays en deux secteurs se faisant contraste : l'un, industriel - l'autre, agricole.

De là les manifestations politiques d'alliance entre libéraux et catholiques. Mais ces manifestations politiques trouvaient leur consécration dans la constitution bourgeoise dont les représentants étaient les seuls libéraux. C'est ce qu'il importe de souligner pour découvrir la signification de classe de cette constitution, en dépit des attributions politiques qu'elle accordera aux forces exprimant l'esprit réactionnaire et conservateur qu'étaient les catholiques. Il était d'autant plus nécessaire de souligner cette signification que, plus tard, le mouvement ouvrier sera imprégné d'une idéologie "anti-cléricale" en même temps que d'une idéologie démocratique, dont les origines remontent aux premières manifestations de la classe bourgeoise, recherchant pour assurer et renforcer sa domination, la collaboration des "empoisonneurs" cléricaux tant combattus par les "champions" et les "anges gardiens" de la démocratie que seront bientôt les socialistes. Car cette idéologie démocratique fut sans nul doute insufflée en masse au prolétariat par le P. O. B. qui dès sa naissance fit de l'"élargissement de la démocratie" notamment par la revendication du suffrage universel, son principal axe de bataille, cachant par là-même au prolétariat que celle-ci vise à l'enchaîner au développement de la société bourgeoise.

Cependant, bien avant la naissance du P. O. B. (1885), la classe ouvrière manifesta instinctivement son opposition à la situation terrible que lui réservait la bourgeoisie. En effet les libéraux et les catholiques s'entendaient à merveille pour opposer la même résistance fanatique et bornée à toute législation sur la protection du travail, à toutes les tentatives d'association des ouvriers, alors même que l'Angleterre effectuait ces réformes indispensables et bénéfiques même au point de vue capitaliste. Les travailleurs se dressèrent donc à plusieurs reprises contre l'ordre établi : - en Janvier 1834, un mouvement ouvrier déclenché à Gand

exigea qu'on assure au peuple les fruits de la révolution;

- en 1839, des prolétaires sans travail se massèrent dans les rues et durent être dispersés par la force armée. Cependant, alors que l'Europe toute entière était secourue par les tempêtes de 1848, la Belgique fut encore davantage l'Eldorado du constitutionalisme bourgeois, et, elle se contenta d'expulser du pays les réfugiés dangereux tels que Marx et sa femme.

De 1850 à 1870, la richesse nationale belge augmenta formidablement mais se traduisit par une misère générale de la population en cours de prolétarisation : 75 % des ouvriers vivait dans une détresse totale, la moitié de la population était illétrée et le sixième vivait d'aumône. C'est au cours des années 60 qu'un mouvement ouvrier commença à s'étendre largement. Mais au même moment la diplomatie européenne déclara la Belgique neutre et lui accorda une armée permanente plus forte que celle de la Grande Bretagne et des Etats unis. Celle-ci fut uniquement consacrée à massacrer périodiquement les prolétaires comme le dénonce en 1869, la I^{ère} Internationale, qui comptait depuis quelques années en Belgique une petite section dirigée par De Paeppe et le journal "la tribune du peuple" (5) :

"Il n'existe qu'un seul petit pays civilisé où les forces armées sont là pour massacrer des ouvriers en grève, ou toutes grèves sont saisies avec avidité et malignité comme prétexte pour massacrer officiellement les ouvriers. Ce petit pays, unique et béni, c'est la Belgique, l'Etat modèle de constitutionalisme continental, le confortable paradis et la chasse gardée des propriétaires fonciers, des capitalistes et des curés. Comme la terre fait sa révolution annuelle, ainsi est-on assuré que la Belgique effectue son massacre annuel d'ouvriers ... Le capitalisme belge s'est acquis une grande réputation dans le monde par sa passion de la "prétendue liberté du travail". Il est si inbu de la liberté de ses ouvriers qu'il les fait travailler pour lui sans distinction d'âge et de sexe, à toutes les heures du jour et de la nuit, si bien qu'il a toujours rejeté avec la plus vive indignation toute restriction de cette liberté par l'introduction d'une législation sur les fabriques. L'idée le fait frémir qu'un simple ouvrier puisse être assez scélérat pour tendre à un autre but que celui d'enrichir son patron et maître. Non seulement il tient absolument à ce que son ouvrier reste un misérable mais encore, comme tout esclavagiste, il veut que ses sujets rampent, fassent preuve de soumission en ayant des nocurs serviles, une religion d'humilité et le cœur contrit. C'est ce qui explique sa colère folle contre les grévistes, car la grève est pour lui un blasphème, une révolte d'esclaves et le signal du déluge social".

Ces massacres ne réussirent pas à noyer le mouvement ouvrier dans le sang, mais le poussèrent à l'époque vers l'anarchisme qui parvint d'ailleurs à maintenir son existence jusqu'en 1914 à travers diverses formes - ceci d'autant plus que le P. O. B. s'écarta très vite de la lutte de classe véritable, tout en réussissant à garder une grande influence sur la masse des ouvriers -. Car le P. O. B. dès sa naissance se montra moins imprégné de marxisme que du démocratisme et très vite il se révéla incapable de porter la classe ouvrière à l'assaut de l'Etat bourgeois, comme l'explique Engels, dans sa lettre à Kautsky, Londres le 3.II.1893, suite aux grèves générales de 1891 et 1893 qui obtinrent le suffrage universel au vote plural. Ces deux grèves furent impétueuses et à l'époque les dirigeants du P. O. B. ne surent les porter plus loin dès lors que la bourgeoisie fit quelques concessions.

"Pour en revenir encore à la grève générale, il ne faut pas que tu oublies que les dirigeants belges furent tout heureux que l'affaire se soit bien passé, ils ont eu suffisamment peur d'être contraints de mettre leur menace à exécution : eux-mêmes ne voyaient que trop bien qu'ils étaient en mesure de faire bien peu de choses. Et cela dans un pays essentiellement industriel et avec une armée peu disciplinée, tout à fait chancelante, une sorte de milice."

En 1902, à nouveau la grève générale est proclamée, mais cette fois c'est l'alliance avec les libéraux qui stoppera net l'élan des masses comme l'explique Rosa Luxemburg :

"Ce sont avant tout les libéraux qui déterminèrent le programme des

socialistes dans la récente lutte. C'est sur leur ordre, notamment, que le parti ouvrier dut renoncer au suffrage féminin pour adopter la représentation proportionnelle comme clause de la Constitution. Les libéraux dictèrent également aux socialistes les moyens de la lutte en se dressant contre la grève générale même avant qu'elle eut éclaté, en lui imposant des limites légales, lorsqu'elle fut déclenchée, en lançant d'abord le mot d'ordre de dissolution de la Calambre, en faisant appel au Roi comme arbitre suprême et en décidant enfin, et dans leur séance du 19, contrairement à la décision de la direction du parti socialiste du 19 Avril, la cessation de la grève générale. La tâche qui incombait aux chefs socialistes n'était que de transmettre à la classe ouvrière les mots d'ordre lancés par leurs alliés et à faire la musique d'agitation qui correspondait au texte libéral. Enfin, le 20 Avril, les socialistes mirent à exécution la dernière décision des libéraux en renvoyant leurs troupes chez elles.

Ainsi, dans toute la campagne, les libéraux alliés des socialistes apparaissent comme les véritables chefs, les socialistes comme leurs exécuteurs soumis et la classe ouvrière comme une masse passive, entraînée par les socialistes à la remorque de la bourgeoisie."

Quant à la grève générale de 1913, présentée par Vandervelde comme un modèle du genre, Rosa Luxemburg en fixe d'abord l'impact puis dénonce le manque d'esprit de résolution des chefs :

"En 1891, la première courte grève de masse, avec 125.000 ouvriers, a suffi pour imposer l'institution de la commission pour la réforme du droit de vote. En Avril 1893, il a suffi d'une grève spontanée de 250.000 ouvriers pour que la Chambre se prononce, en une seule longue séance, sur la réforme du droit de vote qui croupissait depuis deux ans dans la commission. Cette fois la grève de 400.000 ouvriers, après neuf mois de préparation, après des sacrifices et des efforts matériels exceptionnels de la part de la classe ouvrière, a été brisée au bout de huit jours, sans avoir obtenu autre chose que la promesse, sans engagement, qu'une commission sans mandat et sans droit à légiférer recherchera une "formule d'unité" concernant le droit électoral".

"Mais toute la tactique du Parti belge prit une nouvelle orientation dans la décennie suivante. (Après 1893 - NdR) Après que le droit électoral plural de la classe ouvrière eut ouvert les portes du parlement et y eut introduit un nombre toujours croissant de députés, le centre de gravité de l'action politique et de la lutte pour l'égalité du droit électoral fut transporté au parlement. En même temps - et ce n'est d'ailleurs que l'autre côté de ce phénomène - un facteur tout nouveau entre en jeu : l'alliance avec la bourgeoisie libérale, alliance qui devint un facteur important de la tactique socialiste. Ainsi furent accouplés, dans la politique du parti, deux éléments contradictoires : l'action extra-parlementaire de la masse et l'alliance parlementaire avec le libéralisme. La grève de masse restait bien un moyen de lutte éprouvé, populaire, très apprécié du prolétariat, qui y était attaché avec une énergie tenace, mais à partir de ce moment, il fallu tenir compte des alliés parlementaires, des libéraux, d'abord à cause de l'hostilité de classe profonde des possédants contre les actions prolétariennes de masse, et ensuite parce que, forcément, la grève de masse touchait en premier lieu et de façon sensible les intérêts économiques de la bourgeoisie, c'est à dire ceux des alliés libéraux." ...

"Cependant, le pitoyable fiasco de l'expérience de 1902 n'a pas amené le parti belge à se détacher de son alliance néfaste avec les libéraux et à se concentrer à nouveau complètement sur l'action prolétarienne ... Les élections parlementaires de 1912 amenèrent, non pas la faillite des cléricaux, comme on s'y attendait, mais celle du libéralisme, et causèrent même des pertes au parti socialiste, tandis que la réaction cléricale entraînait à nouveau au parlement avec une majorité accrue ... Rien d'étonnant à ce que la fureur et l'amertume de la déception aient de nouveau poussé d'un seul coup la masse

des ouvriers socialistes vers leur ancienne arme éprouvée : la grève de masse. Spontanément, comme un ouragan, le prolétariat belge se dressa à nouveau après les élections de Juin 1912, pour conquérir par sa propre force ce que la seule tactique parlementaire s'était montrée, en 20 années, complètement incapable d'arracher. Mais, à ce moment, la fraction socialiste et les chefs du parti s'interposèrent de toute leur énergie pour déconseiller la grève. Comme il était impossible de dompter autrement la volonté populaire impétueuse, on proposa aux ouvriers de désarmer la grève de masse déjà commencée et de préparer de façon tout à fait systématique la grève de masse. La grève de masse, méthodique, bien préparée, apparut ainsi, dès le début, comme un compromis entre l'énergie combattive impétueuse des masses et l'hostilité que témoignaient à la grève les chefs du parti qui, malgré toutes les expériences amères, restaient attachés à l'alliance avec le libéralisme et aux espoirs parlementaires." (6)

Lorsqu'en Août 1914, le déclenchement de la guerre impérialiste contraind les dirigeants du P. O. B. à choisir clairement leur camp, ils n'hésitèrent pas, et conformément à leur passé, ils adhérèrent à l'"Union nationale", participèrent au gouvernement bourgeois et invitèrent les prolétaires à défendre leur "patrie", imitant en cela l'immense majorité de la social-démocratie et de la II^e Internationale dont Août 1914 signifiait la faillite !

L'action révolutionnaire contre la guerre, qui impliquait de travailler à "transformer la guerre impérialiste en guerre civile", ne pouvait dès lors que se réaliser en rupture complète avec la seconde Internationale, les multiples groupes qui oscillaient entre celle-ci et l'internationalisme véritable ainsi qu'avec le pacifisme humaniste. Cette lutte, Lénine et les bolchéviks l'ont à l'époque menée sans relâche, notamment en participant aux conférences de Zimmerwald (1915) et Kienthal (1916). Lénine relevait justement qu'il était impossible de continuer à coexister avec les social-traîtres chauvins de la 2^e Internationale : "Et comment pourraient travailler consciemment côte à côte, dans le même parti, des personnes qui, après deux ans de la plus grande crise mondiale, donnent des réponses diamétralement opposées sur la question la plus importante de la tactique actuelle du prolétariat"..... "La II^e Internationale a vécu. La III^e Internationale est déjà née ... Or, les hommes du centre, par leur propagande d'"unité" et de "défense nationale", par leur désir de conciliation, avec leurs efforts de voiler par des paroles les divergences les plus profondes, font le plus grand tort au mouvement ouvrier en retardant la faillite définitive de l'accord moral des socialistes chauvins, en prolongeant ainsi leur influence sur les masses, en ranimant le cadavre des opportunistes de la II^e Internationale. Pour toutes ces raisons, je considère que la lutte contre Kautsky et les autres représentants du "centre" est pour moi un devoir socialiste". (7)

Si les bolchéviks avaient été préparés bien avant la guerre à l'éventualité d'une scission dans le mouvement ouvrier international (pour des raisons historiques qu'il serait trop long d'expliquer dans le cadre de cet article) il en était nullement de même en Belgique où l'"extrême-gauche", la minorité du P. O. B. semblait être écrasée par le réformisme du parti. La minorité anti-ministérialiste battue en 1910 menait pratiquement un combat d'arrière-garde et propagait à travers le "groupe socialiste révolutionnaire de Bruxelles" et la Centrale d'éducation ouvrière un "maximisme" afadi, schématique, fortoment ligoté par le réformisme ambiant du Parti. C'est ainsi que dès 1911, la tendance animée par Jacquenotte s'en détacha et fonda le journal l'"Exploité". Celle-ci en réalité ne se reconnaissait pas dans le marxisme révolutionnaire, elle était encore fortoment marquée par l'anarchisme mais elle faisait surtout du "syndicalisme révolutionnaire" son cheval de bataille : l'"exploité" entendait rassembler :

"au sein du parti ouvrier qui pense que le parlement ne résoudra pas seul la question sociale. Le syndicalisme, à notre avis, aura le plus grand rôle dans cette tâche. Si nous croyons que le syndicalis-

ne révolutionnaire doit renverser la société bourgeoise et instaurer la société collectiviste ou communiste de demain, nous sommes aussi d'avis que les syndicats actuels doivent arracher par tous les moyens en leur pouvoir toutes les améliorations matérielles (....) et par une sorte d'expropriation partielle prélude à la grande expropriation finale". (5.3.1911 - Cahiers marxistes N°8)

On était encore loin en Belgique, à la veille de la première guerre mondiale, de la constitution d'un véritable courant marxiste révolutionnaire. Le premier grand conflit impérialiste n'allait pas permettre son apparition avant 1918 mais il révéla, aussi bien dans son déroulement même qu'à l'Armistice, que le prolétariat belge, ne pouvait trouver sa véritable direction révolutionnaire dans le groupe de l'"Exploité". En effet, la seule action "internationaliste" menée par lui fut la pression qu'il exerça sur le P. O. B. pour qu'il participe à la conférence de Stockholm en 1917. Jacquenotte en rendra compte devant l'exécutif de l'Internationale Communiste en 1921 en termes mesurés :

"Pendant la guerre, le travail politique fut rendu extrêmement difficile. Pourtant, c'est dans le groupe actuel de l'"Exploité" que se trouvent les hommes qui, malgré les difficultés incontestables, tant intérieures au Parti qu'extérieures à celui-ci (occupation, état complet de siège, interdiction des assemblées, suppression de la presse etc ..) menèrent auprès des travailleurs une action constante en vue du rétablissement des relations internationales" (Cahiers marxistes N°9)

Derrière ces vocables se cachent les hésitations du "centre" dénoncé pendant toute la guerre par Lénine et la "gauche de Zimmerwald". La "reprise des relations internationales" signifiait en fait la continuation de la II^e Internationale. A l'opposé les bolchéviks (qui prirent part à la Conférence, mais contre l'avis de Lénine, et s'en retirèrent rapidement) virent dans Stockholm un nouveau retard apporté à la fondation de la III^e Internationale, leur objectif pendant toute la guerre !

Pour s'en convaincre, il suffit de relire les pages consacrées à la situation internationale dans la brochure de Lénine "Les tâches du prolétariat dans notre révolution" d'Avril 1917 et sa postface du 28 Mai de la même année. Ainsi donc l'internationalisme de Jacquenotte et de ses amis ne fut en rien différent sur le plan politique de celui du "centre" : hésitations et bloc de fait avec les sociaux-chauvins (dénoncés mais seulement en paroles) contre les véritables internationalistes. Non pas préparation à la guerre révolutionnaire et lutte contre sa propre bourgeoisie mais tentative de reconcilier les "socialistes" de tous les pays, sans voir qu'ils sont devenus les bouchers de la classe ouvrière, dénonciation purement pacifiste et par là-même nuisible et contre-révolutionnaire de la guerre impérialiste. Cette politique catastrophique marquait le retard considérable du prolétariat belge, dont la responsabilité incombait au réformisme social-démocrate. Nous verrons dans notre prochain numéro comment le grand bouleversement révolutionnaire, qui commença en Octobre 1917 en Russie, permit d'espérer que le prolétariat occidental, en l'occurrence en Belgique, allait enfin pouvoir sortir de cette ornière réformiste. Comment aussi cet espoir fut déçu.

NOTES :

- 1 - Cahiers marxistes N°9, Mars 1971, p 44.
- 2 - Ibid p 45
- 3 - Il est intéressant de remarquer à quel point au contraire les "Amis de l'exploité" étaient nombreux ... sur le papier : en principe 39 groupes avec 730 membres qui auraient dû fusionner avec l'ancien parti. En réalité la fusion montra à quel point ce groupe était "organisé" sur des bases social-démocrates et non communistes comme le souligne le rapport d'activités du P. C. B. au IV congrès de l'I. C. (Cahiers marxistes, N° spécial, Septembre 1971) : "les membres de l'ancien parti exigeaient (c'est à dire le groupe communiste de Bruxelles N d R) la présence régulière des membres aux séances de leurs sections, la désignation d'un travail particulier et régulier pour tous, une activité réelle de tous au sein du parti. Ils voulaient un contrôle permanent de cette activité. Celle-ci devait être à la base du recrutement". Ce qui explique qu'après la fusion le parti, au lieu de comprendre 1000 membres militants, ne possédait que "42 groupes comptant 702 membres inscrits et 467 membres assez réguliers. Le nombre des membres qui accomplissent avec dévouement leur tâche de propagandiste révolutionnaire est beaucoup plus restreint. Chaque groupe en compte seulement quelques uns". (Rapport sur l'organisation du Parti au Ier congrès du Parti Unifié - Avril 1922 - dans l'ouvrage cité ci dessus p 101 et suivantes).
- 4 - Rapport au IV° Congrès de l'I. C. Ibid p 135.
- 5 - On trouvera ces passages dans une adresse intitulée "Les massacres en Belgique - manifeste du conseil général de Londres. A tous les membres de l'A. I. T." rédigée par Marx - publiée aux Editions Maspéro (Paris 1972) dans un recueil "Le syndicalisme" (Tome I p 123 et suivantes)
- 6 - On trouvera ces considérations dans plusieurs articles de R. Luxembour et F. Mehring - représentants de l'aile gauche de la social-démocratie allemande dans un numéro des cahiers Spartacus (Mars- Avril 1976)
- 7 - Ces citations sont tirées de la lettre ouverte à Boris Souvarine - partisan du centre en France (1916)

Alors que des prolétaires, pour la défense de leurs conditions de vie, commencent à devoir quitter le terrain sur lequel les fourvoyent les directions syndicales; alors qu'ils commencent à se défier des méthodes que les partis opportunistes leur imposent, des groupes apparaissent pour organiser le champ politique qui s'ouvre. Nés le plus souvent sans racine historique et d'une réflexion intellectuelle, ces groupes théorisent bien des défauts et oscillations d'une classe désorientée par cinquante ans de contre-révolution stalinienne.

"Pour le socialisme" est une manifestation typique de l'immédiatisme, qui prétend en quelques phrases tirer un bilan du passé et réorienter le prolétariat dans la voie de son émancipation.

Nous nous limiterons ici à la critique de deux points développés par P. L. S. dans les documents de son assemblée constitutive : la question du front uni et la question du Parti.

La question du Front Uni :

Pour P. L. S., celui-ci n'est plus un front de combat prolétarien contre l'offensive de la bourgeoisie et de ses valets, les partis opportunistes, mais en toute cohérence avec l'"apport" du maoïsme dont se réclame P. L. S. (entre autres acquis "éclectiques") il devient un bloc de classes où le prolétariat se trouve confondu dans la masse mal définie du "peuple" face à une "exploitation" toute aussi mal définie : "C'est le développement même du capitalisme, qui, en intervenant dans tous les aspects de la vie, en remodelant et en détournant à son profit toutes les sphères de la production, crée une base matérielle pour la convergence de tous les mouvements de résistance à l'exploitation et à l'oppression. Et de ce fait, la base matérielle pour la constitution du bloc révolutionnaire est directement anti-capitaliste" (3^e Cahier p 32, c'est nous qui soulignons). Évidemment "extrémisme" oblige, le "peuple travailleur" doit être unifié sous l'"hégémonie" du prolétariat.

Mais de la part d'une organisation qui, premièrement, se réclame du maoïsme et donc de sa "stratégie" suprême, le front uni anti-japonais - aboutissement de la politique de l'Internationale Communiste stalinisée en Chine, qui avait commencé par la soumission du Parti Communiste Chinois au Kuomintang et par le massacre du prolétariat révolutionnaire - et qui, deuxièmement, situe la première trahison du Parti Communiste Belge à sa rentrée au gouvernement d'union nationale en 1946 (comme si ce n'était pas là l'aboutissement logique des blocs de la résistance), les belles paroles d'"autonomie" et d'"hégémonie" sont de pitoyables vantardises. Car à partir du moment où on érige en modèle, comme tous les groupes se réclamant peu ou prou du maoïsme, des faits qui furent des jalons dans la liquidation du Parti Communiste Mondial et dans la défaite la plus grave du prolétariat mondial enchaîné par le stalinisme au char de la conservation capitaliste : - de la défaite de la démocratie à la défense de la patrie "attaquée" et à sa reconstruction - les déclamations contre le centrisme de la L. R. T. ou le réformisme du P. C. B. se réduisent à un démarquage purement verbal, comme le révèle la recherche du "front uni" avec ces organisations dont nous parlerons plus loin. Certes la thèse de P. L. S. tente de donner une réponse à une réalité sociale à laquelle le prolétariat ne peut être indifférent. Il s'agit des mouvements des classes moyennes qui naissent inévitablement sous la pression du capital. Le prolétariat entend bien rallier à son combat certaines couches, sinon avant du moins après la révolution. Mais ce qui pour le marxisme caractérise fondamentalement sur le plan politique les classes moyennes c'est leur nature hésitante et instable qui les fait osciller sans cesse du prolétariat à la bourgeoisie, parce qu'elles sont à la fois intimement liées au mode de production capitaliste et écrasées par lui. Le "mécontentement du petit producteur, écrivait Lénine, engendre très souvent (et doit inévitablement engendrer pour beaucoup) le désir de défendre son existence de petit possédant, c'est à dire de défendre les bases de l'ordre existant et même de revenir en arrière ..." (Oeuvres T6 p 44-45).

P. L. S. traduit cela ainsi : dans la petite bourgeoisie il y a d'un côté les bons qui aspirent au socialisme, de l'autre les mauvais qui n'y aspirent pas. Brillante dialectique ! "La social-démocratie internationale est à la tête du mouvement de libération des masses travailleuses et exploitées" disait le programme de

Plékhanov. "Pas du tout, répondit Lénine, elle est à la tête uniquement de la classe ouvrière et si à cette classe adhèrent d'autres éléments ce ne sont que des éléments et non des classes" !!

Quand on veut rééditer ce "mouvement de libération des masses laborieuses et exploitées" il n'est pas étonnant que l'on présente la phase de transition au communisme comme étant "à la fois la dictature du prolétariat sur la bourgeoisie et la démocratie la plus large au sein du peuple" (3^e Cahier p 16)

Les deux questions sont liées : "la nécessité de la dictature du prolétariat disait Lénine est liée de la façon la plus étroite, la plus indissoluble à la thèse du manifeste communiste selon laquelle le prolétariat est la seule classe vraiment révolutionnaire" et cette dictature, le prolétariat doit l'exercer sur toutes les autres classes : "la dictature du prolétariat c'est la guerre la plus héroïque, la plus implacable de la classe nouvelle contre un ennemi plus puissant, contre la bourgeoisie.... dont la puissance ne réside pas seulement dans la force du capital international... mais encore dans la force de l'habitude, dans la force de la petite production; or la petite bourgeoisie engendre le capitalisme et la bourgeoisie constamment, chaque jour d'une manière spontanée et dans des vastes proportions". (Lénine Oeuvres complètes T. 31 p 18).

Il est vrai que pour P. L. S. les contradictions qui existent dans le sein du "bloc populaire" sont du type "secondaire" ! (3^e Cahier p 34) Il est un autre postulat que l'on doit relever dans cette stratégie de l'unité populaire c'est celui sur lequel se fonde le "front uni avec le réformisme" : "Dans l'étape où apparaît un bloc populaire candidat au pouvoir et opposé à un bloc homogène réactionnaire qui doit lutter pas à pas pour conserver ses privilèges et qui ne peut le faire qu'en s'en prenant ouvertement aux acquis des travailleurs, réformistes et révolutionnaires se trouvent objectivement dans le même camp contre l'ennemi principal, la bourgeoisie." (3^e Cahier p 42) Le fond de ce postulat vient de la vision du réformisme et de ses contradictions. Le caractère contradictoire des partis "ouvriers bourgeois", comme les appelait Lénine, ne vient pas pour P. L. S. de la contradiction entre la base de ces partis (les ouvriers) et le caractère bourgeois de leur programme, leur liaison irréversible avec les économies et les Etats nationaux. Il résulterait simplement de ce que, d'une part, ils se battraient pour les revendications immédiates des travailleurs et, d'autre part que leur "légalisme et leur respect des institutions bourgeoises" les empêcheraient à leur arrivée au pouvoir de "réaliser une transition au socialisme". P. L. S. ne voit pas que si ces partis font de temps en temps pression sur leur maître pour lui conseiller d'octroyer aux prolétaires les quelques miettes nécessaires au maintien de la paix sociale, ce n'est pas pour défendre les intérêts immédiats de la classe ouvrière, mais pour entretenir leur influence sur celle-ci et vice versa d'obtenir d'elle dans les moments de crise les "sacrifices volontaires", ce que la bourgeoisie seule ne pourrait faire. Et c'est pourquoi le caractère contradictoire de l'opportunisme n'est pas pour P. L. S., comme il l'est pour nous et comme il l'était pour les bolchéviks des premières années de l'Internationale, une raison supplémentaire de le combattre non par les seules armes de la propagande générale mais aussi par la lutte (menée avec nos méthodes) sur le terrain où il règne en maître, celui des luttes revendicatives de la classe. Pour P. L. S., au contraire, toute la stratégie consiste à contraindre le réformisme au "front uni" et à y "gagner sa gauche et son centre par la persuasion et la dissension". Et la lutte au sein du "front uni" serait évidemment une "lutte pour l'unité", gare donc aux provocateurs qui refuseraient ce cercle vicieux et qui prétendraient combattre les partis et les directions syndicales opportunistes comme des traîtres qu'ils sont.

La conception populiste et démocratique du front unique qu'à P. L. S. correspond à sa vision gradualiste de l'émancipation prolétarienne. C'est à cette vision qu'il faut également rattacher sa conception du parti.

La question du Parti.

Comment, sans théorie, sans stratégie, sans principes fermes et suivis sans défaillance par toute l'organisation pourrait-on assumer les tâches de préparation révolutionnaire du prolétariat qui incombent au parti ?

Les choses apparaissent bien claires quand P. L. S. déclare qu'"aucune organisation révolutionnaire ne peut se proclamer aujourd'hui l'embryon du parti révolutionnaire ni encore moins ce parti lui-même". (6^e Cahier p 13). P. L. S. vou-

drait remplir "vis à vis de cette gauche ouvrière et populaire un rôle de centralisation de l'enquête et des propositions", (6° Cahier p II) un rôle de pôle qui ne demande qu'à disparaître quand cette gauche ouvrière et populaire structurée et politisée reprendra le flambeau et construira le parti. Et effectivement sans théorie révolutionnaire, on ne peut que se tenir à la queue des masses, non les précéder, on peut leur faire des "propositions" mais sûrement pas les diriger. "Seul un parti guidé par une théorie d'avant garde peut remplir le rôle de combat tant d'avant garde" écrivait Lénine en 1902 (et non pas en 1917, c'est à dire à un moment où le parti bolchévik n'exerçait pas encore, loin de là, une influence déterminante sur la classe) contre d'autres adorateurs des tâches actuelles et "concrètes" en elles-mêmes, sans lien avec le but final et le programme révolutionnaire. P. L. S. ravalait le rôle du parti à celui d'un ordonnateur : "partir des masses, synthétiser leurs idées les plus avancées, proposer ces idées aux masses, les amener à en faire l'expérience pratique, recueillir leurs opinions" (3° Cahier p 51) dans un éternel cercle vicieux.

Comment ne pas avoir cette vision idéaliste, empiriste, interclassiste du parti pédagogue qui éclaire les masses populaires, qui, comme un miroir, leur renvoie leurs propres idées et rejette leurs propres contradictions quand la théorie est un "guide ... constamment modifiée et modelée par le développement de la lutte de classes". (3° Cahier p 31). Comment en absence de bases théorico-tactiques fermes et acceptées de tous, le centralisme et la discipline véritable et organiques du parti peuvent-ils ne pas faire défaut. Il est inévitable que cette absence présage des divergences internes, des oscillations et des heurts, comme en connaissent des organisations similaires mais un peu plus anciennes telles qu'Avanguardia Operaia en Italie ou l'Organisation communiste des Travailleurs en France. Et ce ne sont pas des recettes artificielles comme la "composition majoritaire de tous les échellons du parti par des travailleurs" ou d'autres garanties "de la démocratie" comme la discussion ou la critique qui peuvent pallier à cette carence.

Si la révolution prolétarienne n'était pas la guerre à mort d'une classe, celle des sans-réserves, contre une classe bourgeoise forte d'une longue expérience internationale de domination et dotée d'Etats centralisés et armés jusqu'aux dents, mais une question d'idées des masses et de mots d'ordre, si la lutte des classes n'était pas réglée par des lois matériellement déterminées, mais livrée aux "choix politiques" des individus ou des groupes, il n'y aurait pas besoin, effectivement, d'un état-major pourvu d'une claire connaissance du but et des moyens de la lutte, d'un plan tactique établi à l'avance et d'une organisation de grand, capable de cimenter les efforts du prolétariat et de le conduire fermement vers la victoire. Il n'y aurait pas besoin d'un parti au sens où l'entend le marxisme : un "intellectuel collectif", un "quartier général des luttes" (3° Cahier p 55) immédiates et populaires pourrait le remplacer, et il n'y aurait pas besoin non plus de le préparer longtemps à l'avance.

Aujourd'hui, la lutte pour la préparation révolutionnaire et la reconstruction du parti du prolétariat impose d'avoir tiré jusqu'au bout les leçons de la contre-révolution stalinienne et de la dégénérescence de l'Internationale Communiste, restauré l'intégralité de la théorie marxiste contre tous ses falsificateurs et ses prétendus enrichisseurs, de lutter pour aguerir le parti naissant, au contact de la classe ouvrière et dans toute une série d'affrontements.

On ne peut lutter contre la falsification de la théorie marxiste par le stalinisme en ayant recours à l'eclectisme. On ne peut lutter contre sa démolition des principes révolutionnaires en partageant avec lui des postulats comme le populisme et le démocratisme. La voie de la préparation révolutionnaire et de la reconstitution du parti de classe est une voie difficile et escarpée. Ceux qui prêchent des voies plus courtes et moins âpres ne peuvent qu'épaissir les obstacles sur le chemin du prolétariat.